

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA CORRECTION PATERNELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 25 Février 1909, à 1 heure

PAR

Th. MOLLET

Avocat à la Cour d'Appel

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

Suffragants { *MM. BERTHÉLEMY, professeur.*
GARÇON, professeur.

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA CORRECTION PATERNELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 25 Février 1909, à 1 heure

PAR

Th. MOLLET

Avocat à la Cour d'Appel



Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

Suffragants { *MM. BERTHÉLEMY, professeur.*
GARÇON, professeur.

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

A MON PÈRE

A MES SŒURS

A MON FRÈRE

De la Correction Paternelle

INTRODUCTION

Nil novi sub sole. Nous inspirant de cet adage au moment d'aborder l'étude de la correction paternelle, nous ne saurions avoir la prétention de présenter un sujet complètement inexploré et sur lequel aucune recherche n'ait été faite. Les personnalités les plus marquantes de la science pénitentiaire se sont tour à tour passionnées pour ce grave problème de l'amélioration de l'enfance ; la Société des Prisons l'a pris plusieurs fois comme thème de ses discussions et dans ces derniers temps, divers congrès s'en sont très activement occupés. Pour notre part, guidé vers ce sujet par des conseils judicieux, nous ne pouvons être qu'heureux d'étudier une question touchant de si près le maintien de l'ordre social.

Notre but n'est donc pas de dire quelque chose de

nouveau, car nos recherches personnelles ne peuvent apporter qu'un contingent bien modeste à l'édifice déjà construit, mais plutôt en nous servant des idées émises sur ce sujet et des théories les plus récentes, de voir quelles modifications devrait subir la correction paternelle, pour devenir plus pratique et répondre mieux aux besoins de l'heure présente.

Le droit de correction que le Code civil reconnaît au père de famille et parfois à ceux qui le remplacent est un attribut de la puissance paternelle dont il n'est en quelque sorte que le complément. Sans lui, le père n'aurait aucun pouvoir sur ses enfants et son autorité serait réduite à néant, s'il n'avait entre les mains le moyen de la faire respecter.

La mission des parents consiste sans doute et tout d'abord à élever leurs enfants, mais c'est loin d'être tout, bien que parfois de nombreuses familles pensent et agissent autrement. L'éducation intellectuelle et morale, la formation de ces petits êtres, sur lesquels les influences les plus diverses, bonnes ou mauvaises, peuvent se faire sentir, l'éloignement de toutes les tentations qui environnent actuellement l'enfance, n'est-ce pas là un noble devoir, aussi estimable que le premier ? Il ne suffit pas de donner à la société des hercules ou des hommes bien portants, mais des citoyens courageux et dévoués, vertueux et honnêtes. C'est précisément pour atteindre ce but que le Code civil a mis entre les mains du chef de

famille une arme, dont ce dernier ne devra sans doute se servir qu'à toute extrémité, mais qui ne lui en est pas moins utile pour mieux remplir sa mission.

L'Etat a donc tout intérêt à voir la puissance paternelle affermie et respectée, car c'est par l'éducation bien pratiquée dans chaque intérieur, que se formeront les bonnes générations de l'avenir et la société qui n'est que la réunion des familles, se trouve par là même intéressée à leur conservation et à leur tranquillité. C'est du régime familial qu'elle provient à l'origine et présentement encore, on peut l'affirmer avec certitude, le sort de la famille et celui de l'Etat sont intimement liés, l'un est la base et le soutien de l'autre.

Depuis quelques années, l'autorité familiale est ébranlée jusque dans ses fondements les plus intimes, et ce n'est pas sans raison que les esprits clairvoyants se demandent ce qui sortira de toutes ces idées subversives, écloses sans doute dans des cerveaux peu équilibrés, mais contenues pendant de longues années et qui, dans ces derniers temps, ont rencontré des adeptes dans toutes les classes de la société. Ce serait sortir des limites que nous nous sommes tracées, si nous insistions sur ce point. L'importance de la constitution de la famille n'en ressort pas moins et l'on voit l'intérêt primordial qui

s'attache au maintien de l'autorité du chef de famille.

Afin de lui permettre de mener à bonne fin l'éducation de ses enfants, il est tout naturel pour l'Etat de prêter son appui, dans de justes limites ou sous certaines réserves, surtout quand l'incapacité paternelle se manifeste clairement. Ce n'est après tout, de la part des pouvoirs publics, qu'œuvre de sagesse et de précaution, mais c'est aussi une intervention dans la famille, une immixtion de l'ordre public dans l'ordre privé, ce qui n'a pas été sans susciter bien des critiques.

Certains auteurs envisageant avant tout le point de vue philosophique, ne peuvent reconnaître au père l'abdication des droits et des devoirs qu'il détient de la puissance paternelle : le père de famille, disent-ils, est le dépositaire de l'autorité la plus sacrée, le meilleur protecteur de son enfant, le meilleur juge de ses intérêts. Et quand ce père demande à l'Etat d'être déchargé d'un devoir qui lui incombe, il est choquant de voir celui-ci accepter une mission qui tend à désorganiser la famille. De deux choses l'une : ou l'enfant a commis un acte répréhensible au point de vue pénal et se trouve comme tel passible d'une condamnation ; ou il n'a que de mauvais instincts, des habitudes vicieuses et c'est au père qu'incombe et qu'on doit laisser le soin de les réprimer. Assurément nous n'irons pas jusqu'à nier la suprématie de

l'autorité du père de famille. Mais entre la théorie, qui accorde à ce dernier un pouvoir presque absolu, sans contrôle pour l'éducation de ses enfants et cette autre, qui ne lui reconnaît comme droits que ceux délégués par l'Etat, dont il serait le représentant, n'y a-t-il pas un juste milieu ? L'ingérence de l'Etat dans la famille ne se conçoit qu'autant que les parents manquent à leur mission, et de nos jours nul ne conteste à l'Etat le droit de se substituer parfois à la famille, des lois toutes récentes sont là pour l'affirmer, pourquoi dès lors critiquer une intervention qui n'est que partielle, et demandée par le père ? Laisser au sein de la société sans surveillance efficace ces insubordonnés, ces paresseux, ces vagabonds, ce serait assurément laisser s'accroître de parti pris la criminalité et s'en faire le complice, ce serait aussi préparer la récidive et la faciliter.

Et supposons maintenant qu'un père, soi-disant débordé par son enfant, vienne se basant sur les articles du Code, demander son incarcération, peut-on dire qu'il y aurait intervention injuste de l'Etat, quand le magistrat, après avoir examiné les faits, oppose aux prétentions du père une fin de non-recevoir ? Certes non, il n'est que justice d'examiner les faits et dans l'espèce, c'est le père qui vient au-devant de l'Etat et ce dernier qui se refuse à intervenir. On ne peut donc pas dire qu'il y ait ingérence, d'autant plus que l'Etat est toujours sollicité par les

parents et qu'il peut être juge de leurs motifs : présomption de défiance que nous trouvons exprimée aux articles 377 et suivants.

En prêtant son concours à la famille impuissante, l'Etat accomplit un acte de charité, dont il sera le premier à retirer les bénéfices. Toutefois cette assistance ne peut produire d'effet, qu'autant qu'il offre les garanties nécessaires pour mener à bonne fin l'éducation des enfants que les parents sont impuissants à donner. Je m'explique : toute correction ne doit pas avoir pour but le châtimement du coupable si tant est qu'il y en ait un, mais bien plus son amendement, et son redressement moral. La correction paternelle consistera dans l'éloignement de l'enfant de sa famille, ce qui, dans bien des cas, ne causera au mineur aucune émotion, dans un régime plus dur, dans une surveillance plus sévère, dans une orientation de sa vie vers un but plus honnête et plus pratique. Mais tout cela ne sera obtenu que si la législation de l'Etat, ses mœurs, ses institutions le permettent. Il faudra donc « une éducation moralisatrice dont la discipline assez ferme pour mater les mutins soit pourtant assez souple pour s'adapter aux caractères infiniment variés des enfants, mais sans cependant que le régime soit un danger pour le corps et l'intelligence du mineur interné. Or, il faut bien croire que la législation actuelle ne satisfait pas à ces conditions

et qu'elle est inapplicable en pratique, puisqu'elle est la plupart du temps sans emploi (1).

Et d'ailleurs comment pourrait-il en être autrement ? La législation actuelle interne « dans les mêmes établissements pénitentiaires des mineurs coupables, de simples incartades, suspects, de penchants vicieux et des condamnés pour crimes et délits ; elle inflige même la cellule aux moins coupables et réserve le traitement le plus doux de l'éducation en commun et du travail en plein air aux délinquants de l'article 67.

« Elle assimile des faits accomplis, qualifiés par la loi pénale avec des instincts, des craintes, des penchants qui, pour la plupart, n'arriveront jamais à l'état d'actes » (2).

Après ce que vient de dire la voix autorisée de M. Brueyre, si nous ajoutons que le Code renferme des dispositions obscures sur cette question et que ce sont parfois des lacunes graves, si remontant dans le passé nous relevons les abus criants auxquels a donné lieu la correction paternelle et de nos jours encore, si nous constatons la promiscuité, le danger de corruption et l'inefficacité des mesures prises, nous aurons énuméré les principaux griefs de la doctrine et de la jurisprudence contre l'état de choses actuel.

1. *Revue pénitentiaire* de 1893. Rapport Brueyre, p. 454.

2. *R. P.* 1893. Rapport Brueyre, p. 464.

La nécessité de modifier la correction paternelle ressort donc de bien des raisons ; toutefois nous croirions être incomplets, si nous ne disions que la réforme est d'autant plus urgente qu'elle est motivée par un fait dont la constatation s'est faite déjà maintes fois et dont l'existence après avoir été un avertissement dans le passé, renferme une prophétie et une menace pour l'avenir. Nous voulons parler de la progression constante de la criminalité des mineurs, conséquence directe des points défectueux que nous avons signalés.

*
* *

La criminalité augmentée ! Tel est le cri d'alarme poussé depuis plusieurs années par ceux qu'intéressent les statistiques et les questions pénitentiaires, et cette alarme n'est que trop justifiée non seulement par la comparaison des comptes criminels d'une première partie de ce siècle avec ceux qui ont été promulgués dans la période subséquente, mais encore lorsqu'on constate que l'accroissement de cette criminalité porte tout particulièrement sur les jeunes gens compris entre treize et vingt et un ans, que le mal étend de plus en plus ses ravages et cela, chose navrante, même chez des enfants. Les crimes atroces sont souvent commis par de tout jeunes

gens : l'assassinat, le meurtre, le viol, le vagabondage spécial lui-même recrutent de plus en plus leurs adeptes parmi eux, sans parler du vol aux mille variétés. C'est ainsi qu'il y a deux ans, un garçon de quinze ans, habitant le populeux arrondissement de Montmartre, quittait sa famille en compagnie d'une petite fille de neuf ans également vagabonde. Quand ils se séparèrent la pauvre enfant était perdue au moral comme au physique (1).

Un homme, dont la parole est une autorité, M. H. Robert disait dans ces derniers temps « les grands crimes ont été commis par de petits jeunes gens. Depuis quelques années, la plupart des criminels sont âgés de seize à vingt ans : Schumacher qui tua pour voler, le caporal Gionnay qui assassina à la même époque une marchande de vin, Ribeau et Jeantroux qui ont tué et dévalisé une concierge un jour de terme, étaient tous âgés de moins de vingt ans », et sont un triste souvenir dans les annales de la criminalité infantile (2).

1. Au moment où nous écrivons ces lignes (15 décembre 1908), une feuille parisienne (*Echo de Paris*) qui ne recherche cependant pas les faits divers, signale qu'à Paris un jeune homme de quinze ans, Jules Desoulières a assommé un de ses camarades, et qu'un autre, Denis Houit de dix ans, a plongé son couteau dans le ventre d'un ami qui jouait aux billes avec lui.

2. V. Guillot. *Les prisons de Paris*, p. 766.

Si maintenant nous passons aux chiffres, nous n'y trouvons que la confirmation de la réalité. Dans son livre sur l'enfance coupable, M. Henry Joly nous donne les détails suivants (1) :

En 1841, la totalité des délits des mineurs n'atteignait pas 13.500, en 1851 elle atteignait 21.000, de 1851 à 1861 le chiffre s'élève à 25.000, de 1861 à 1872 il monte à 28.000, de 1872 à 1881 il atteint 34.500 et en 1891 36.000.

En 1900 la progression s'arrête ; une diminution se fait même sentir : on n'a plus que 33.935 délits à enregistrer. Il est vrai que l'année suivante le mouvement en avant se poursuit et l'on enregistre 34.457 délits, enfin en 1905 nous atteignons le chiffre de 34.804 délits.

Il s'agit ici des infractions commises par les mineurs de seize ans et les adolescents de seize à vingt et un ans. Mais, constate M. Joly, dans la recrudescence qui paraît caractériser 1901, ce sont les mineurs de seize ans qui jouent le plus grand rôle « ce qui, dit-il, n'a rien de bien encourageant ».

La progression a donc été continue, et si de nos jours un ralentissement s'est fait sentir, l'arrêt n'a été que momentané et les chiffres, n'en restent pas moins de réels témoins de la pente fatale sur laquelle nous glissons (2).

1. V. Henry Joly. *L'enfance coupable*, p. 6.

2. « L'augmentation porte surtout sur les meurtres et les as-

Il existe encore d'autres faits qui pourraient nous donner une idée et de la moralité et de l'état d'âme actuel de l'enfance. Leur développement sortirait de cette étude, aussi nous bornons-nous à les citer, ne pouvant toutefois les passer sous silence : leur répression est quelque peu connexe à l'objet de notre étude et ne pourra que bénéficier des réformes proposées.

Ces faits sont l'augmentation du nombre des mineurs *suicidés* qui de 19 entre les années 1831 et 1840 s'est élevé jusqu'à 68 en 1905.

La *récidive* est montée de 11 0/0 à 16 0/0.

Enfin la *prostitution infantine* s'est développée dans des proportions vraiment inquiétantes. Dans son rapport en 1890 au conseil municipal, M. Emile Richard disait « nous n'essaierons pas d'évaluer le nombre des filles mineures même d'une façon approximative, le contingent formidable de la débauche clandestine échappe en effet à tout contrôle ». Ce fléau n'épargne ni les grandes ni les petites villes et M. Georges Berry a constaté que de 1880 à 1896 on n'avait arrêté pour faits de mendicité que 6.877 mi-

sassinats : le 14 juillet dernier, un enfant de quinze ans donnait un coup mortel à un père de famille sans aucune provocation la fin d'un bal public ». *Le Temps*, 11 août 1908.

neures tandis que 22.114 l'étaient pour prostitution. Combinez le vice avec un autre élément, le dommage social, et vous obtiendrez la criminalité : on voit dès lors combien ces deux idées sont intimement unies (1).

Ce n'est pas ici le moment de rechercher les causes de la criminalité et de son développement précoce. Les personnages les plus autorisés ont donné tour à tour leur avis sur ce mal difficile à guérir mais non incurable.

L'hérédité, le milieu où ils se trouvent, le manque d'éducation, l'exode des campagnes, la disparition de l'éducation professionnelle, la désorganisation de la famille, l'abaissement de l'idée du mariage et la diminution progressive des croyances religieuses sont les raisons que l'on avance généralement. Et loin de les contredire, nous nous y rallions bien volontiers, d'autant plus que les notions de conscience sont toujours obscurcies chez ces petits malheureux et presque toutes les causes de leurs chutes leur sont objectives. M. Lucipia, dans un rapport au conseil municipal disait, en parlant de l'enfant « tout cela n'est pas de son fait et ne peut en faire un coupable. C'est pourquoi il faut supprimer les prisons d'enfants qui sont une honte pour notre civilisation et ne

1. Rigaux. *Loi du 12 avril 1906*, p. 23.

servent qu'à faire ressortir le droit du fort sur le faible dans une société mal organisée » (1).

Non, certes, les enfants ne sont pas coupables, mais ils sont tout aussi dangereux pour la société : ce sont plutôt des malades qu'il faut traiter. Dans ces derniers temps, bien des œuvres nobles et désintéressées ont jailli sur notre sol et nous pouvons être à juste titre bien fiers de leur éclosion, en envoyant aux gens dévoués qui se sont généreusement groupés pour leur fondation l'expression sincère de notre admiration. Mais la grande majorité de la classe fortunée se tient trop à l'écart ; plusieurs de ses membres donnent au peuple de déplorables exemples par leur vie déréglée et un plus grand nombre restent étrangers au sauvetage des malheureux dignes cependant de leur charité. « La vérité c'est que notre bourgeoisie, en cette matière fait preuve de l'égoïsme le plus étroit » (2).

Et d'ailleurs, n'est-il pas grand temps d'enrayer la marche du fléau, d'arrêter les progrès menaçants de cette armée ? Et quelle armée ! Les rangs grossissent à tout moment et son expansion est effrayante. L'enfant devient vraiment terrible, non plus par ses

1. *R. P.*, 1893. Rapport Lucipia au conseil municipal, p. 223.

2. M. Hayem, secrétaire du Comité parisien de la ligue de moralité publique, *R. P.*, 1905, p. 766.

propos mais par ses actes. L'étude de la criminalité, l'observation quotidienne montrent qu'il n'est plus un être inoffensif dont les défauts pouvaient être plaisants, mais un être souvent redoutable ; son imagination surchauffée est de plus en plus capable des conceptions les plus abominables et sa conscience obscurcie par de fausses doctrines, affranchie de toute contrainte morale ne sait plus l'éclairer. L'atmosphère au milieu de laquelle il vit, développe prématurément ses instincts devenus la marche régulière de la nature elle-même, et si rien n'intervient à temps, le moment arrive rapidement où le mal l'aura tellement pénétré qu'il sera comme un fruit gâté dont on ne peut plus rien tirer (1).

*
**

Le jugement porté par M. Guillot est clair, le péril est bien net mais il suggère de tristes réflexions. On ne peut s'empêcher de penser que chacun de ces individus malfaisants que nous combattons, engendrera par ses relations, ses exemples, ses conseils et sera le chef d'une famille criminelle. Ce n'est pas à dire que la France soit plus viciée que les autres pays ; mais ces derniers sont parfois mieux organisés.

1. « L'enfant vagabond et l'école de préservation », par M. Guillot. *Nouvelle Revue*, 1^{er} juin 1873.

Nous avons vu les causes multiples de cette criminalité précoce : loin de vouloir y revenir, nous désirons au contraire trouver le contre-poison, le remède de tous ces maux, et nous pouvons le dire dès maintenant, c'est par un régime d'éducation sérieux substitué au châtiment base actuelle de l'idée de correction, que nous pensons armer pour la vie les enfants de la correction paternelle.

Les uns ont déjà fait connaissance avec la justice mais ont été rendus à leur famille par une bienveillance synonyme de faiblesse, les autres ont simplement choisi le foyer paternel pour théâtre de leurs exploits et ont révélé leurs mauvais penchants : tous jusqu'à vingt et un ans sont susceptibles de la correction paternelle, et c'est par un remaniement complet et systématique que nous pourrions retirer les uns de l'abîme, empêcher les autres d'y tomber et surtout débarrasser la société de ces volontés mal intentionnées, déjà groupées pour sa perte et qu'une orientation habile transformerait en de fermes soutiens.

En présence de l'importance de la question, bien des gens ont mis leur talent au service de cette cause si intéressante du relèvement de l'enfance. Pour ne citer que les plus connus : MM. Albanel, Bonjean, Bruyere, Guillot, Joly, Rollet nous ont parlé dans des ouvrages intéressants et instructifs de la situation

de ces enfants vagabonds, abandonnés, insoumis et des moyens utiles à leur sauvetage.

Des écrivains et des journalistes ont plaidé la cause de l'enfance coupable, et personne n'ignore le succès de l'ouvrage de Coppée, succès indiscutable sans doute, mais sur lequel nous devons faire toutes nos réserves au point de vue juridique.

Dans ces derniers temps, un livre qui nous touche de beaucoup plus près (1), nous a montré les abus auxquels peut prêter un droit dont l'usage normal est une excellente mesure. Ce livre vient à son heure : puisse-t-il être celui qui éclairera l'opinion publique et dirigera le Parlement vers des réformes dont l'apparition serait un bienfait.

Enfin, différents congrès ont souvent discuté la question de la correction paternelle. En 1890, celui d'Anvers avait déjà décidé que l'emprisonnement par voie de correction paternelle devait être supprimé. Ce vœu si gros de conséquences sera en quelque sorte le résumé et le thème de ce travail : nous étudierons le mécanisme de la correction tant au point de vue théorique que pratique, en droit civil comme en droit pénal, et après avoir montré les inconvénients du régime actuel nous chercherons ce qui peut le remplacer.

Toutefois, je ne voudrais pas terminer cette intro-

1. *En correction*, par Quet, 1906.

duction sans adresser tous mes remerciements à celui qui, après avoir dirigé mes études vers un sujet de thèse si intéressant et plein d'actualité, a bien voulu accepter d'en présider la soutenance. Qu'il me soit également permis d'envoyer l'expression de ma reconnaissance à ceux dont les renseignements précieux m'ont permis de mener à bonne fin ce travail : MM. Petit, juge au tribunal de la Seine, M. l'abbé Milliard, l'aumônier dévoué de la petite Roquette, le colonel Lorenzo, directeur de la colonie de Mettray et bien d'autres dont la complaisance a bien souvent facilité ma tâche et fourni d'utiles indications.

Je serais un ingrat si, à la fin de mes études juridiques, je ne me souvenais des professeurs éminents dont les leçons éclairées et les conseils pleins d'expérience ont aplani bien des difficultés sur mon chemin ; je n'oublierai pas surtout celui qui fut mon premier professeur et dont je fus aussi le premier élève : c'est à eux qu'il faut attribuer tout le mérite de ce travail et en leur dédiant ces quelques lignes je ne fais qu'acquitter une dette de sincère reconnaissance.

PREMIÈRE PARTIE

Personnes investies du droit de correction

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

DÉLIMITATION DE LA QUESTION

Sous le nom de *correction paternelle*, le Code civil ne se préoccupe pas de la discipline intérieure et privée nécessaire au maintien de l'autorité de tous les jours ; il la passe sous silence, parce qu'elle va de soi et rentre dans le droit d'éducation (1). La loi intervient seulement au besoin pour réprimer l'abus quand l'usage dégénère en voies de fait et à plus forte raison quand il tombe sous l'application de la loi pénale. L'excès, en ce sens, pourrait d'ailleurs devenir une cause de déchéance facultative de l'autorité paternelle, d'après l'article 2 de la loi du 24 juillet 1889.

Il est en outre dans le Code un droit pouvant se rapprocher des sanctions de l'autorité paternelle :

1. Beudant. *Droit civil français*, 1897 t. II, p. 370.

la faculté pour les père et mère de disposer de la quotité disponible. On sait que dans une succession, la réserve est une partie assurée pour les enfants ; l'autre portion est libre et le testateur peut en disposer au profit de qui bon lui semble (art. 913 et suiv.). Les parents peuvent donc se prononcer en faveur d'un ou de plusieurs enfants pour les récompenser et punir les autres indirectement : nous sommes en présence d'une manifestation de la puissance paternelle.

Les articles 375 et suivants qui traitent de la correction paternelle, laissent en dehors de leurs prévisions et la correction privée qui se confond avec l'éducation et la privation de la quotité disponible qui n'est qu'une forme détournée. Sous le nom de moyens de correction, ils désignent exclusivement la faculté de *faire incarcérer l'enfant dans les cas graves et exceptionnels* où la discipline privée est impuissante à dompter les mauvais instincts. En d'autres termes ils traitent de la détention par voie de correction paternelle (1).

Voici comment s'exprimait Réal dans le projet qu'il soumit au Corps législatif dans la séance du 23 ventôse an X : « Le pouvoir du père, disait-il, est réglé par des considérations prises de l'âge de l'enfant et de sa situation.

1. Fenet. *Travaux préparatoires du Code civil*, t. X, p. 519.

« Autant il est raisonnable de donner au père le droit de faire enfermer de sa seule autorité et pour quelques jours un enfant de douze ans, autant il serait injuste de lui abandonner et de laisser pour ainsi dire à sa discrétion un adolescent d'une éducation soignée et qui annoncerait des talents précoces. Le président et le commissaire du tribunal doivent donc être autorisés à peser les motifs d'un père qui veut faire interner un jeune homme au-dessus de seize ans. Il doit leur être permis de refuser l'ordre d'arrêter et de fixer la durée de la détention. Il faut des précautions plus sévères encore quand l'enfant dont un père demande l'arrestation a des biens personnels ou quand il exerce déjà un état dans la société.

« Il est même de toute justice, dans cette dernière hypothèse, que l'enfant soit autorisé à se pourvoir devant le président et le commissaire du tribunal d'appel contre la décision du président du tribunal de première instance qui aurait dû recevoir une exécution provisoire.

« Le concours de l'autorité pour l'arrestation du fils de famille n'est accordé qu'avec de grandes précautions si le père qui se plaint est remarié. Mais, dans tous les cas, les motifs de la plainte ne paraîtront jamais dans aucun acte, pas même dans l'ordre d'arrestation. Donner de la publicité à des erreurs, à des faiblesses de jeunesse, en éterniser le souvenir, ce serait marcher directement contre le but qu'on se

propose ; et de ces punitions même qui ne sont infligées à l'enfance que pour épargner des tourments à l'âge mûr, ce serait faire naître des chagrins qui flétriraient le reste de la vie. »

Les personnes qui peuvent donc user du droit de correction n'en ont pas toutes l'exercice avec la même étendue. Les unes unies à l'enfant par les liens les plus intimes du sang et de la paternité, peuvent mieux apprécier les mesures nécessaires que d'autres exerçant ce droit à raison de leurs fonctions et les inégalités établies par la loi sont bien naturelles comme nous le verrons, après avoir passé en revue les différents titulaires.

Quels sont-ils ?

A. — Tout d'abord le *père* : « Si l'enfant est âgé de moins de seize ans, le père pourra le faire détenir » (art. 376).

B. — La *mère* : « La mère survivante et non remariée ne pourra faire détenir un enfant qu'avec le concours des deux plus proches paternels et par voie de réquisition » (art. 381).

C. — Ce que nous venons de dire s'applique aussi bien aux *parents légitimes qu'aux parents naturels*, surtout depuis la loi du 2 juillet 1907 qui a réglé bien des controverses :

« Sous ces réserves et sauf ce qui sera dit à l'article 389 de l'administration des biens, la puissance paternelle sur les enfants naturels est régie comme

celle relative aux enfants légitimes. (Art. 383 modifié.)

D. — Le tuteur : Généralement en cas de décès de l'un des époux, le survivant est tuteur et ce cas rentre alors dans ceux que nous avons énumérés plus haut. Autrement l'autorisation du conseil de famille est nécessaire au tuteur.

« Le tuteur qui aura des sujets de mécontentement graves... et s'il y est autorisé par ce conseil, provoquer la réclusion du mineur conformément à ce qui est statué à ce sujet au titre : De la puissance paternelle. » (Art. 468.)

E. — Le préfet peut, dans chaque département, exercer la correction paternelle vis-à-vis des pupilles de l'assistance publique sous une forme particulière et par une procédure sur laquelle nous reviendrons. (Loi du 28 juin 1904.)

Telles sont les personnes ayant reçu du Code civil le droit de correction et quant à l'exercice les formalités imposées dans l'intérêt du mineur.

Les hypothèses où se sont placés les rédacteurs du Code sont des plus simples : ce sont celles de la famille normalement constituée et cependant dans la réalité, le droit de correction rencontre beaucoup de situations imprévues et irrégulières. Ces lacunes sont d'autant plus graves, que « pour les combler le magistrat n'a pas d'analogies qui l'éclairent et ne

peut s'attacher qu'à des principes fuyants et d'ailleurs contestables ».

C'est ce premier reproche qu'adressait à notre législation M. Berthélemy, dans le rapport présenté au Comité de défense des enfants traduits en justice (janvier 1899), montrant par là même la nécessité pour les juges de légiférer dans un grand nombre de cas et de suppléer au silence de nos lois. Par exemple, nous ne savons pas si le père remarié dont la seconde femme est morte reconquiert son droit primitif (1).

Prenons donc comme exemple, dans le cours de nos explications, la famille ordinaire et recherchons ses pouvoirs sur l'enfant. D'après les articles 376 et 377, le droit de correction du père s'exercera de deux manières différentes suivant l'âge et la situation de l'enfant. Dans tous les cas où il voudra le faire déténir, le père devra toujours s'adresser au magistrat

1. Quand la mère est veuve, son autorité n'en est pas moins respectable, comme le disait M. Bonjean. La loi s'en défie pourtant et l'oblige au concours de deux parents du côté paternel. Mais s'il n'y en a pas, comment fera-t-on ? Mystère. De même quels seront ses pouvoirs en cas d'interdiction, d'inconscience ou d'absence du père ou encore en cas de divorce quand la garde des enfants lui est à elle-même confiée ?

Le législateur n'a pas prévu toutes les hypothèses qui se présenteraient et ces lacunes n'en sont que plus regrettables à l'heure actuelle où certains cas sont des plus fréquents.

qui représente la force publique, car seul ce dernier peut en vertu de sa mission prononcer des peines ou des châtiments.

CHAPITRE PREMIER

LE PÈRE

Voie d'autorité. — L'article 375 pose d'abord en principe pour tous les cas l'existence de motifs graves. « Le père, dit-il, qui aura des *sujets de mécontentement très graves* sur la conduite d'un enfant. » Comment dès lors s'en rendre compte puisque le père est maître et juge de sa propre cause, quand les conditions requises se trouvent réunies, d'après l'article 376 ? « Si l'enfant est âgé de moins de seize ans commencés, le père pourra le faire détenir pendant un temps qui ne pourra excéder un mois. »

Certes, bien souvent les parents sont la cause des désordres qu'ils reprochent à leurs fils ; comme le disait un juge du tribunal de la Seine, 90 o/o d'entre eux sont les vrais coupables. Et cependant les cas où la meilleure volonté des parents ne peut rien sur le moral des enfants sont loin d'être exceptionnels (1), les chiffres sont là pour le prouver.

1. Par des chiffres puisés aux dossiers des parquets, M. Albanel a démontré que sur 60 familles ayant 238 enfants et dont 60 avaient été arrêtés, les 178 autres étaient des sujets indemnes.

L'indiscipline, la paresse, tels sont les motifs que les parents invoquent pour les garçons devant le président du tribunal. Les délits ordinaires ne sont pas très fréquents, il n'y a que 20 o/o des enfants pour lesquels les parents invoquent la nécessité d'arrêter les habitudes de vol (1). Souvent le fils d'un honnête ouvrier ou d'un employé irréprochable a commis un acte délictueux ; pour ne pas infliger la comparution devant la justice avec sa suite nécessaire, la condamnation, l'incarcération, le casier judiciaire, on dit au père « faites une demande de détention par correction paternelle, votre enfant sera puni, la leçon lui profitera et en tout cas ne lui laissera aucune trace infâmante » (2).

Pour les filles, c'est presque toujours *l'inconduite, la débauche*, le libertinage qu'on doit leur reprocher : à peine rencontre-t-on parfois une voleuse. Il existe une catégorie que nous ne pouvons omettre relativement à ces dernières : ce sont les filles mineures arrêtées sur le trottoir. On les interroge, on fait venir les parents qui, naturellement, ignoraient la situation de leur fille et c'est alors qu'on leur fait signer une feuille demandant l'internement par voie de correction.

1. *Revue pénitentiaire*, 1894, n° 1, p. 7. Rapport Joly.

2. Henry Joly. « La bataille démocratique » extrait du *Journal des Débats*, 22 juillet 1898.

Quant aux particularités physiques et morales, presque tous les types des jeunes criminels se retrouvent dans la correction paternelle.

Entre ces derniers et ceux de l'article 66, aucune différence n'existe dans la pratique, un changement d'étiquette et c'est tout.

On y rencontre des enfants intelligents sans doute, mais à l'imagination vive et indisciplinée, sollicités par le besoin de connaître, prêts à la révolte contre toute autorité et dont le caractère dépend surtout de leur tempérament à prédominance nerveuse. Ils fournissent le plus souvent la classe des délinquants d'aventure ; l'amendement et la correction leur sont nécessaires.

On y voit aussi des intelligents pervers chez qui les instincts prédominent et que les appétits égoïstes sollicitent. Ils fuient la famille et n'ont d'attachement pour personne : le travail leur fait horreur. Le vagabondage, le vol soit en bandes, soit seuls leur sont également familiers. Peut-être ont-ils débuté par être délinquants d'aventures, actuellement ils sont délinquants d'habitude : leur éducation est entièrement à refaire et ce sont les clients les plus nombreux de la correction paternelle.

Il n'est pas rare de voir un troisième groupe dont les membres sont plus passifs qu'actifs : à l'école ils n'ont rien appris, dans leur famille on les délaisse : ce sont des dégénérés relevant plus de la médecine que du droit.

Et pour tous ces enfants cependant, des soins dévoués auraient pu les préserver, non seulement contre toutes les tentations extérieures mais contre leurs propres instincts. Malheureusement les parents actuels n'élèvent plus leurs enfants, les difficultés de la vie matérielle les absorbent au point de leur faire oublier leur rôle d'éducateurs. Dans la classe ouvrière notamment, le père et la mère absents du foyer une partie de la journée ne rentrent chez eux que fort tard, bien après la fermeture des classes, de sorte que les enfants sont livrés à eux-mêmes et deviennent la proie facile des passions.

C'est, bien souvent, trop tard, que le père reconnaissant son impuissance s'érige en juge et demande l'emprisonnement. Le fait est d'autant plus grave qu'il n'a pas à faire connaître ses motifs ; ces derniers fussent-ils faux ou frivoles, le président n'en devrait pas moins légalement délivrer l'ordre d'arrestation.

Abus de la puissance paternelle. — D'après les articles 376 et suivants, quand un enfant est âgé de moins de seize ans et ne se trouve pas dans les cas exceptionnellement prévus par les articles 380 et 382, c'est-à-dire s'il n'a ni biens personnels, ni état ou si son père n'est pas remarié, ce dernier peut traduire son mécontentement, en exigeant un ordre d'inter-nement.

L'autorité du père est dans ce cas *absolue* : rece-

vant la consécration légale du magistrat, elle ne tire sa force que d'elle-même et le représentant de la force publique n'intervient que pour examiner si l'enfant est encore à l'âge où le père peut ordonner sa détention. Le président peut sans doute adresser officieusement au père ses observations, ses conseils ; il peut lui exposer l'injustice de son acte ou même des remontrances, mais si celui-ci persiste, l'ordre d'arrestation doit être accordé.

Ce pouvoir absolu qui n'a pas son pareil dans notre droit moderne, est un vestige des anciennes législations et n'a cessé d'être combattu par les auteurs.

« Dans notre état politique, dit Laurent, nous ne connaissons plus d'autorité absolue, tout juge doit motiver sa décision ; c'est une garantie si précieuse que les auteurs de la constitution belge en font l'objet d'une disposition formelle » (1). Si le pouvoir absolu n'existe pas en France, quelle que soit sa forme, si l'autorité judiciaire elle-même doit motiver ses décisions, pourquoi donner au père une puissance illimitée et comme le disait Berlié au Conseil d'Etat « le despotisme ne convient pas mieux dans la famille que dans l'Etat. »

Les idées de la société actuelle sont tellement opposées à cet état de choses, que divers interprètes ont

1. Laurent. *Droit civil*, 1870, t. IV, p. 374.

cherché à trouver dans la loi des restrictions au pouvoir du père. Ainsi M. Demolombe (1) déclare-t-il que le président devrait refuser l'ordre d'arrestation s'il s'agissait d'un enfant en si bas âge qu'en demandant sa mise en correction le père commettrait un acte de folie. Les principes généraux du droit autorisent cette solution, car pour être valable le consentement du requérant doit être donné quand ce dernier est en pleine possession de ses facultés, chose évidemment impossible en cas de folie.

M. Demante (2) va plus loin et déclare que le président doit refuser son concours à un abus d'autorité évident, mais il oublie que l'abus est nécessairement un acte contraire à la loi et que le Code donnant au père un pouvoir illimité il ne peut être question d'abus.

Les critiques les plus vives ont été sans contredit adressées par les philanthropes : elles nous retiendront d'autant plus longtemps qu'elles sont basées sur des faits matériels indiscutables et que nous touchons à l'une des lacunes les plus grandes du Code civil sur la correction paternelle (3).

1. Demolombe. *Cours du Code Napoléon*, 1875, t. VI, p. 237.

2. Demante, *Cours de Code civil*, t. IX. p. 143.

3. Cet état est fort regrettable, puisque notre législation ne fixe pas d'âge au-dessous duquel le père ne puisse demander l'internement.

« Chez vous, disait il y a quelques années le président du

Mollet

Tous les parents, en effet, ne sont pas également soucieux de leurs devoirs ; il n'en manque pas qui font interner leurs enfants pour des *motifs futiles*, souvent un mois pour faire un voyage ou se livrer à des *fantaisies plus ou moins partagées*.

La mesure d'internement par voie d'autorité est fondée sur la juste présomption que le père n'usera de son autorité que par un sentiment d'affection et pour l'intérêt de l'enfant, qu'il n'agira que pour remettre sur le chemin de l'honneur, sans l'entacher, un enfant qu'il aime mais que cette tendresse même l'oblige de corriger : ce sera le cas le plus ordinaire et le plus fréquent, celui par conséquent que la loi suppose (1).

Certes oui, nous sommes de cet avis, la loi doit prévoir le cas le plus ordinaire, mais elle ne doit pas par l'absence de garanties laisser la porte grande ouverte aux injustices au point de rendre ces dernières aussi fréquentes.

tribunal de Hambourg à la Société des Prisons, la responsabilité commence à un jour. »

Il n'y a pas de raison pour laisser dans la loi une pareille absurdité. Sans doute des circulaires ministérielles ordonnent d'épargner les enfants au-dessous de huit ans (1855-1876), mais la réforme devrait être consacrée législativement comme dans la plupart des Etats Européens.

1. Loqué. *Complément et commentaires des Codes*, t. VIII, p. 33.

Pères et mères remariés défendant mal les produits d'un premier lit contre l'animadversion d'un beau-père ou d'une belle-mère, pères et mères vivant en concubinage, ménages à trois, veufs ou veuves voulant s'assurer plus de liberté encore qu'ils ne s'en octroient déjà, mères d'un jour vivant de galanteries et désireuses de se débarrasser le plus possible d'un enfant dont le grand tort pourrait être d'avoir grandi, voilà des groupes qui assurent des clients à la correction paternelle (1).

On a tout vu dans cet ordre d'idées, depuis le père demandant l'internement parce que sa fille refusait de se livrer à la prostitution ou d'être sa complice dans un acte malfaisant, jusqu'à celui qui faisait vagabonder ses enfants pour avoir plus facilement un prétexte d'internement.

Nous ne saurions être taxés d'exagération sur ce point, les *Bulletins de la Société des Prisons* sont remplis d'exemples de ce genre, on y montre un père faisant interner son fils épileptique, une mère faisant mettre sa fille à Nanterre pour lui apprendre le brochage qu'on enseigne aux enfants; et le directeur de la prison de Nantes a maintes fois entendu ce propos dans la bouche des agents, qui lui amenaient de jeunes garçons : « Ce n'est pas l'enfant que nous aurions dû amener, c'est son père et sa mère » (2).

1. *Journal des Débats*, 22 juillet 1898, H. Joly.

2. *R. P.*, 1894. Rapport Joly p. 14.

Ainsi donc nous nous trouvons en présence d'une mesure législative destinée à punir les enfants vicieux, et au contraire par un détournement du cours des choses, bien souvent à Paris, les mauvais parents s'en servent pour torturer leurs enfants. Aussi certains tribunaux ont-ils refusé de se rendre complices indirects de ces abus et n'écoutant que leurs sentiments philanthropiques, ont-ils cru trouver un remède dans les *motifs graves* que l'article 375 semble considérer comme une condition indispensable au père pour agir, quel que soit l'âge de l'enfant. Sans nous attarder à examiner lequel des tribunaux a été l'innovateur, disons de suite que cette pratique est courante à Paris et dans bien des tribunaux de province (1). Sous prétexte d'examiner les motifs du père, on se livre à de *véritables enquêtes* aussi bien si le père agit par voie d'autorité que par voie de réquisition : autrement dit enquête dans tous les cas.

A Paris l'opération était autrefois assez sommaire, et depuis quelques années une heureuse initiative de M. le président Baudouin a permis d'avoir des renseignements moraux les plus détaillés sur l'enfant, sur le parents ce qui n'est pas inutile, et sur la situation juridique des requérants, ce qui est très impor-

1. M. Joly donnait cette innovation comme une création du tribunal de la Seine, mais M. Berthélemy affirme qu'elle était pratiquée bien avant. *R. P.*, 1894, p. 173.

tant. C'est qu'en effet, indépendamment de savoir la gravité des motifs, on doit tout d'abord connaître si le père se trouve dans les conditions où il peut agir par voie d'autorité et ce ne peut être que par une enquête (1).

C'est en quelque sorte pour mieux obéir à la loi que l'on prend des renseignements : quant à savoir jusqu'à quel point cette enquête est légale, point n'est besoin de le dire. L'article 376 dit en effet que si l'enfant a moins de seize ans le père pourra le faire détenir et le président du tribunal devra sur sa demande délivrer l'ordre d'arrestation : or il n'y a pas plusieurs façons de comprendre ce texte. Le père est seul juge souverain de l'opportunité de la mesure qu'il demande, point d'enquête, pas d'examen de motifs, « le ministère du juge se réduit à imprimer à la volonté du père le sceau de la volonté publique, c'est-à-dire à délivrer l'ordre d'arrestation et il ne peut s'y refuser ». Si l'article 375 parle de motifs graves, ce n'est pas pour en donner aux juges l'appréciation dans tous les cas, mais simplement

1. L'enquête est actuellement menée sur place par les commissaires de police qui doivent, aux termes de la circulaire Bau-douin, « contrôler les déclarations des parents, car leur situation légale au regard de l'enfant produit en cette nature des conséquences juridiques différentes suivant les cas ». *R. P.*, 1895, p. 595.

pour indiquer aux parents un moyen de corriger que leur confère la loi pour les cas où les corrections ordinaires sont impuissantes.

Toutefois il ne faudrait pas croire que le président du tribunal de la Seine se reconnait le droit en principe de refuser au père l'internement de son fils quand il se trouve dans les conditions requises pour une demande d'autorité. Si l'enfant est d'un âge tel qu'on n'aurait pas le droit strict de refuser (1), on use de moyens de persuasion ou d'intimidation ou comme la loi ne fixe pas de délais, si les parents sont indignes ou criminels envers leurs enfants, la communication du dossier au parquet suffit pour lui faire évoquer l'affaire aux fins d'instance en déchéance paternelle avant que l'ordonnance ne soit rendue.

La *consécration législative* de l'enquête serait donc une excellente mesure, les conséquences pour l'enfant ne seraient pas aussi déplorables qu'on voudrait le dire. Les écarts à l'âge où ils ont été commis perdent le caractère de gravité qu'ils peuvent offrir par eux-mêmes, ce sont des instincts mauvais qu'on peut encore redresser et l'affaire a par cela même moins d'importance. Quelle raison dès lors pourra empêcher le père de famille de s'ouvrir complètement au magistrat et de lui raconter le petit délit à la suite

1. Voir *R. P.*, 1894, p. 5 et 1895, p. 6. H. Joly.

duquel il demande l'internement. Sans doute il est des tristesses qu'un père voudrait pouvoir cacher, mais étant donné la perversité des parents, l'enquête sur ces derniers est indispensable et elle retombe bon gré mal gré sur les enfants.

Le maintien du statu quo a cependant de nombreux partisans : « En province tout au moins, disent les uns, les abus d'autorité ne peuvent se produire, les parents sont tous connus ». Oui, peut-être dans la ville même, mais le président du tribunal ne connaît pas tout son arrondissement. De même, la réclamation dont l'enfant pourrait user le cas échéant mais que tous ne sont pas d'accord pour lui reconnaître, n'est entre ses mains qu'une arme inutile : l'expérience l'a prouvé (1). La loi de 1889 pourrait peut-être encore servir de contrepoids, mais il faut songer qu'il y a à peine 200 demandes de déchéance chaque année à Paris et toutes ne sont pas suivies d'effet. En 1894, sur 30 dossiers communiqués par le service de la correction paternelle à celui de la déchéance, on a compté 13 admissions et 17 rejets, on voit le peu d'emploi de cette mesure et le remède insuffisant qu'elle apporterait au régime actuel.

Aussi pour résumer cette question, disons-nous que l'intention des auteurs du Code était de laisser au

1. *R. P.*, 1895, p. 479.

père de famille un droit dont il pouvait disposer de sa propre autorité ; actuellement le droit est devenu un abus, la possibilité d'arbitraire existe et nous associant au vœu de M. Bonjean (1), le remède consisterait à modifier ainsi les articles 376 et 377 du Code civil : « Le président devra dans tous les cas ordonner une enquête sur l'honorabilité du requérant et sur la conduite de l'enfant. »

Quand le principe de l'enquête sera entré dans notre législation, il faudra lui imprimer une direction intelligente et sûre, et alors nous verrons la réalisation de ces paroles de l'avocat général Talon qui concluait au Parlement de Paris en faveur d'un fils enfermé par son père, « quand les parents exercent leur justice et châtent leurs enfants, leur pouvoir est soumis aux juges qui doivent juger leur jugement : *judicia vestra judicabo* » (2).

Voie de réquisition. — Dans bien des cas, le père ne pourra exercer son droit de correction que par voie de réquisition. L'article 377 est en effet ainsi conçu :

Depuis l'âge de seize ans commencés jusqu'à la majorité et l'émancipation, le père pourra seulement *requérir la détention* de son enfant pendant six mois au plus ; il s'adressera au président du tribunal qui,

1. Bonjean. *Enfants révoltés, parents coupables*, p. 275.

2. Voir *R. P.*, 1895, p. 487.

après en avoir conféré avec le procureur de la République, délivrera l'ordre d'arrestation ou le refusera et pourra dans le premier cas abréger le temps de la détention requis par le père.

Il est évident que nous ne sommes plus ici dans le régime du bon vouloir, que le président étant appelé à examiner le bien fondé de la détention et à statuer après en avoir conféré avec le procureur, ce qui est une nouvelle garantie, le père devra faire connaître ses griefs contre l'enfant.

D'après les propres termes de la loi, nous voyons donc que le président est seulement autorisé à refuser l'ordre d'arrestation et à abréger la durée de la détention requise par le père, mais qu'il ne peut pas l'augmenter. Il lui est interdit de prononcer la détention maxima, si le père n'en demande que la moitié et cela, d'après le principe universellement admis, qui interdit au juge de prononcer *ultra petita*. D'ailleurs, en matière de correction, le père est toujours au premier rang et si la justice intervient sur ses instances, c'est à titre de pouvoir modérateur et elle ne peut se montrer plus rigoureuse.

Venons donc aux différents cas où le père ne peut agir que par voie de réquisition :

- 1^o Lorsque l'enfant a *plus de seize ans commencés* ;
- 2^o Lorsque le père est *remarié* ;
- 3^o Lorsque l'enfant a des *biens personnels* ;

4° Lorsqu'il exerce un *état*.

1° Quand l'enfant a *plus de seize ans*.

« Depuis l'âge de seize ans commencés... le père pourra seulement requérir la détention pendant six mois au plus » (art. 377).

C'est à Cambacérès que revient l'honneur de cet article (1). « Il est très important, dit-il, de régler le pouvoir du père par des considérations prises de l'âge de l'enfant. Un jeune homme de vingt ans et dix mois qui a déjà un état dans la société ne doit pas être exposé à la correction paternelle comme un enfant de quinze ans. Autant il est raisonnable de donner au père le droit de faire enfermer de sa seule autorité pour quelques jours un enfant de douze ans, autant il serait injuste de lui abandonner et de laisser pour ainsi dire à sa discrétion un jeune homme d'une éducation soignée et qui annoncerait des talents précoces. »

Les auteurs du Code ont supposé qu'au-dessous de seize ans, l'enfant était protégé par sa jeunesse et sa faiblesse contre les abus de son père, nous avons vu ce qu'il faut penser de cette opinion, mais au-dessus de seize ans, le caractère devenant plus ferme et plus décidé, les conflits peuvent être plus graves et une enquête était nécessaire pour empêcher le père, sous l'empire d'un ressentiment passager, de prendre

1. Fenet. *Travaux préparatoires*, 1827, t. X, p. 497

une mesure aussi préjudiciable à l'enfant et à son avenir.

Le président et le procureur doivent donc être autorisés à peser les motifs d'un père qui veut faire enfermer son fils, ne serait-ce que quelques jours, et une enquête s'impose.

2° En cas de *remariage* du père, nous tombons aussi dans les mêmes règles, c'est-à-dire que la voie de réquisition est imposée.

« Si le père est remarié, il sera tenu pour faire détenir son enfant du premier lit, lors même qu'il serait âgé de moins de seize ans, de se conformer à l'article 377 » (art. 380).

La loi craint en effet dans ce cas l'influence de la seconde épouse du père, la marâtre de l'enfant. « Elle ne suppose plus au père, dit Réal, dans l'exposé des motifs, ni la même tendresse ni la même impartialité » (1).

Il n'est pas rare de voir des maris céder à l'influence de leur seconde épouse et persécuter les enfants du premier lit : l'enquête et l'examen du président seront ici un élément modérateur sans être infailible et les rédacteurs du Code n'ont fait preuve que de clairvoyance en instituant l'enquête quel que soit l'âge de l'enfant.

Toutefois, il se peut que le père après avoir con-

1. Locré. *Commentaire des Codes français*, VII, p. 61.

tracté une seconde union divorce ou perde sa seconde femme. Que décider dans ce cas ? Reprendra-t-il le droit d'autorité tel qu'il le possédait avant son second mariage ou le *statu quo* sera-t-il irrévocablement fixé ?

Les deux opinions sont admises et ont chacune leurs partisans. La première, soutenue résolument par M. Demolombe est pour la négative.

« Aux termes de l'article 380, nous dit M. Demolombe, le père qui s'est remarié a perdu le droit de faire détenir son enfant du premier lit par voie d'autorité. Il ne peut dès lors recouvrer ce droit que la loi lui a enlevé qu'autant que la loi elle-même le lui rendrait. Or aucun texte ne restitue au père après la dissolution de son mariage le droit qu'il a perdu par le fait même de son mariage, donc il en demeure toujours déchu. »

On a beau objecter que les termes de l'article 380 supposent que le père est actuellement remarié, M. Demolombe soutient que le texte n'exige nullement cette condition (1) « l'article 380 dit simplement si le père est remarié, s'il a contracté une nouvelle union, peu importe qu'elle dure encore ».

Et si l'on veut bien convenir de l'incertitude des termes de la loi et des deux acceptions auxquelles

1. Demolombe. *Cours de Code Napoléon*, 1875, t. VI, p. 240.

ils peuvent prêter, tout doute serait bientôt levé, prétend M. Demolombe, si l'on interroge les motifs essentiels de la loi.

Le législateur lui-même nous l'a dit, « lorsque le père ou la mère sont remariés, il ne leur suppose plus la même tendresse ni la même impartialité (1) ».

Ce motif est sans doute puissant quand le nouveau conjoint du père existe encore, mais il s'en faut de beaucoup que la mort du nouvel époux fasse disparaître le danger dont la sollicitude du législateur s'est préoccupée. C'est qu'en effet un second mariage modifie toujours un peu la situation du père envers ses enfants. Le père qui se remarie ne conserve pas pour ses enfants du premier lit cet amour exclusif et complet qui offre tant de garanties.

Aussi M. Demolombe conclut-il que la situation du père après un second veuvage n'est pas revenue ce qu'elle était avant le nouveau mariage et que l'article 380 doit cesser d'être applicable.

Cette opinion n'est pas généralement admise, combattue par la plupart des auteurs qui donnent au père remarié le droit d'exercer la correction paternelle par voie d'autorité en cas de rupture du second mariage.

Le motif de l'exception que l'article 380 apporte à la règle générale écrite dans l'article 376, c'est que

1. Fenet, *op. cit.*, t. X, p. 120. Réal. — *Exposé des motifs*.

la loi craint l'influence de la nouvelle femme du père, son influence trop souvent hostile aux enfants du premier lit, influence qui n'existe naturellement plus en cas de décès, donc le père redevenu veuf recouvre la plénitude de son droit de correction.

Contrairement à l'opinion de M. Demolombe la majorité des auteurs soutient que dans l'article 380 la loi suppose que le père est actuellement remarié. « Si le père est remarié, dit Laurent, cela ne signifie pas s'il a contracté une nouvelle union mais s'il était encore en état de mariage. » S'il y a décès du nouvel époux, la position n'est plus la même, le motif déterminant la prohibition disparaît, *cessante causa, cessat effectus*. Comme le dit Marcadé (1), un second veuvage donne la même liberté et la même indépendance qu'un premier, aussi le texte et comme lui tous les passages des travaux préparatoires ne parlent que de l'époux qui est remarié, des parents qui sont remariés et jamais de celui qui s'est remarié ou de ceux qui se sont remariés.

M. Demolombe (2) prétend que quoique l'influence de la marâtre ne soit plus à craindre, l'affection du père n'est plus la même. Cette considération ne nous touche pas, dit M. Laurent (3), car elle est trop in-

1. Marcadé. *Explication du Code civil*, t. II, p. 149.

2. Demolombe. *Droit civil*, 1875, t. IV, p. 241.

3. Laurent. *Droit civil*, t. IV, p. 375.

time. « Qui peut pénétrer les vrais sentiments du père ? » Du reste, en cas de divorce, tout le monde est d'accord pour admettre la renaissance du droit d'autorité, or nous n'avons qu'un seul et même texte ; si le père divorcé peut faire détenir l'enfant par voie d'autorité, il faut en dire autant du père redevenu veuf et admettre qu'il peut faire enfermer son fils par voie d'autorité : opinion à laquelle nous nous rallions avec la majorité des auteurs.

3 L'existence de *biens personnels* à l'enfant oblige encore le père à user de la voie de réquisition.

« Lorsque l'enfant aura des biens personnels... sa détention même au-dessous de seize ans ne pourra avoir lieu que par voie de réquisition en la forme prescrite par l'article 377. » (Art. 382.)

Cette inégalité de traitement entre l'enfant qui possède et celui qui n'a rien est loin d'être passée inaperçue : il n'y a en effet aucune raison de séparer les deux catégories d'enfants et on ne se rend pas bien compte du motif de cette exception.

Cambacérès, sur la proposition de qui elle fut votée, supposait dissipateur le père de l'enfant « et dans ce cas, disait-il, il est hors de doute que le père cherchera à le dépouiller, qu'il se vengera des refus de l'enfant et que peut-être il lui fera acheter sa liberté » (1). J'avoue que cette raison me paraît peu

1. Fenet, *op. cit.*, t X, p. 497.

fondée, nous ne devons pas oublier qu'au-dessous de seize ans le père administre les biens de l'enfant, en jouit mais ne peut en disposer ; il est donc impossible de faire acheter à l'enfant sa liberté. Il n'y a pas de motif sur ce point. Ce qu'il faudrait redouter, ce sont plutôt les dilapidations de la fortune du mineur qui pourraient survenir, et pour éviter une reddition de comptes, des renonciations arrachées par le père à son fils, entachées sans doute de nullité légalement parlant mais qui, aux yeux de l'enfant, auraient une certaine valeur fictive et qu'il se croirait obligé de respecter. De plus on peut dire que l'enfant, par le fait qu'il est propriétaire a peut-être par cela dans la société une position qui mérite plus d'égards, c'est possible, mais ce n'est pas une raison pour soumettre à l'arbitraire d'un père celui que la chance n'a pas favorisé et qui n'a pas encore de biens.

4° L'article 382 prévoit aussi une exception en faveur de l'enfant même âgé de moins de seize ans, mais qui *exerce un état*.

Si nous venons de critiquer une disposition qui se justifie difficilement en faveur de l'enfant qui possède des biens, nous ne pouvons qu'approuver celle qui protège l'enfant pourvu d'un état. Du moment qu'on se rend utile à la société, on mérite intérêt et encouragement. Et qu'on le remarque bien, il n'est pas nécessaire que l'enfant soit établi comme

maître, autrement on trouverait rarement une application surtout pour un mineur de seize ans, il suffit et c'est là le point principal qu'il ait un travail lucratif et le fait est beaucoup moins rare qu'on ne le pense. A Paris bien des enfants sont en parfait état de gagner leur vie, les filles même beaucoup plus que les garçons. Pour les premières, la proportion est de 35 o/o, pour les seconds elle tombe à 19 o/o. Aussi est-ce l'un des points de l'enquête sur lequel on insiste tout particulièrement (1).

Après avoir étudié les divers cas dans lesquels un père se trouve obligé d'employer la voie de réquisition même si son fils est âgé de moins de seize ans, nous ne pouvons passer sous silence la question de la *durée de l'emprisonnement*, pourra-t-elle être de six mois.

La question est des plus controversées.

Un premier système énergiquement soutenu par M. Demolombe ne permet d'emprisonner l'enfant âgé de moins de seize ans que pour un délai maximum d'un mois, quel que soit le mode de demande, par voie de réquisition ou par voie d'autorité.

« Une distinction essentielle est, dit-il, posée dans les articles 376 et 377 : l'enfant a-t-il moins de seize ans ? Le maximum est d'un mois. Plus de seize ans ? Le maximum est de six mois.

1. R. P., 1395. Janvier. Communication Bonjean, p. 13.

Voilà la règle, et les articles 380, 381 et 382 n'y apportent aucune dérogation. C'est qu'en effet ils ne se réfèrent pas, comme on le dit, entièrement à l'article 377 dans toutes ses parties, au contraire ils ne lui empruntent que la forme et le mode de procédure.

La preuve se trouve dans les mots « se conformer, conformément, en la forme prescrite par l'article 377 » que nous voyons respectivement aux articles 380, 381, 382 ».

Le but de ces exceptions n'est pas d'aggraver la situation de l'enfant, loin de là, dans certains cas où il est jugé digne d'intérêt, des garanties lui sont données, on améliore sa position et M. Demolombe estime que ce serait aller contre la pensée de la loi que d'allonger le temps de sa détention. D'autant plus, ajoute-t-il, que cette différence de durée n'est pas fondée sur l'ordre de détention délivré à la suite d'une demande d'autorité ou d'une réquisition du père mais sur la différence même de l'âge de l'enfant dans l'une ou l'autre hypothèse.

Les écarts d'un enfant au-dessous de seize ans sont en général réprimés par une détention d'un mois et le maximum n'a été élevé que pour l'enfant dont l'âge plus avancé peut faire craindre des abus plus graves (1).

1. Demolombe. *Cours de droit civil*, t. VI, p. 246.

Cette théorie, bien qu'exposée par des auteurs célèbres tels que Marcadé, Laurent, Massé et Demolombe, n'est pas sans contestation, nous préférons donner au père la possibilité de faire détenir son enfant six mois, même au-dessous de seize ans, quand les garanties de la demande par voie de réquisition existent.

La corrélation existe non pas entre l'âge et la durée, mais entre la durée et le mode suivant lequel la détention est prononcée. Aussi est-ce à l'article 377 en bloc et non à l'une de ses parties que renvoient les articles 380 et 381.

Sans doute, M. Demolombe a cru trouver la vraie solution dans une interprétation scrupuleuse du texte, mais il est à noter que les pouvoirs sont différents dans les articles 380, 381 et 382 ; ici le père n'est plus le juge de la détention, c'est le magistrat, l'ordonnateur de l'incarcération. Or, ce dernier (1) ne peut être lié par l'article 375 qui ne lui est en aucune façon applicable. Il a dès lors un pouvoir souverain, et cela est si vrai que l'article 377 lui confère le droit d'abréger la durée de la détention requise par le père. Autrement dit, nous avons deux sortes de détentions, l'une très courte et discrétionnaire, l'autre entourée de garanties et plus longue.

1. Dalloz. *Répertoire de jurisprudence*, t. XXXVIII, p. 56 et suiv.

Pour agir sans contrôle, le père doit prendre la première, si au contraire il consent à soumettre ses motifs au magistrat, il peut élever le temps de détention jusqu'à six mois dans tous les cas. C'est ce qui résulte de l'intention des auteurs du Code et des travaux législatifs.

« Le père devra soumettre ses motifs au président et au commissaire du gouvernement même pour l'enfant au-dessous de quinze ans lorsqu'il voudra le faire détenir au delà de quelques jours » (1).

1. Fenet, *op. cit.*, t. X, p. 497.

CHAPITRE II

LA MÈRE ET LE TUTEUR

Pouvoirs de la mère. — « La mère survivante et non remariée ne pourra faire détenir un enfant qu'avec le concours des deux plus proches parents paternels et par voie de réquisition conformément à l'article 377. » (Art. 381.)

Le droit de correction, avons-nous dit, est un attribut de la puissance paternelle et la suit entre les mains de son titulaire. Toutefois de ce que l'article 381 ne parle que de la mère survivante, il ne faudrait pas croire que la mère peut seulement en cas de veuvage faire détenir son enfant. On est généralement d'accord malgré le silence du Code pour accorder les mêmes prérogatives à la mère toutes les fois que le père est dans l'impossibilité de les exercer, c'est-à-dire en cas d'absence, d'interdiction, ou de folie.

Il existe de plus une seconde condition pour l'exercice de la correction paternelle, la mère ne doit pas être remariée. Autrement c'est pour elle aussi bien que pour son nouvel époux, l'impossibilité de faire

détenir l'enfant du premier lit même par voie de réquisition, le droit de correction est perdu.

Toutefois, hâtons-nous de dire que la pratique détruit cette disposition ; il arrive, en effet, aux termes des articles 395 et 396 que la mère peut être *tutrice* et le mari *cotuteur* de sorte qu'elle peut faire en cette nouvelle qualité ce qu'elle ne pouvait faire en tant que mère. Ce n'est plus le concours des deux plus proches parents paternels qui lui sera nécessaire, mais d'après l'article 468 une autorisation du conseil de famille.

Il peut se faire aussi que la mère n'ait plus la tutelle : alors elle est privée de son droit. Les législateurs ont redouté des abus rendus plus vraisemblables par la présence du second mari dont l'affection pour les enfants du premier lit est bien aléatoire et souvent injuste. Assurément, ils auraient pu prendre des précautions contre son influence ; la réunion d'un conseil de famille par exemple, et il eût été bien préférable de ne pas enlever à la mère et au beau-père un droit de correction fort triste à exercer mais qui peut être nécessaire dans bien des cas.

Nous traiterons quelques lignes plus loin du droit du tuteur, aussi n'insisterons-nous pas sur la transformation du droit de la mère veuve en cas de remariage, son droit dérivant de la tutelle.

Quant au droit habituel de la mère survivante et

non remariée, il est par sa conception bien différent de celui du père. La mère ne peut exercer le droit de correction que par voie de réquisition, même à l'égard d'un enfant âgé de moins de seize ans ; de plus ce n'est qu'avec le concours des deux plus proches parents paternels de l'enfant, c'est-à-dire avec leur assentiment. Il ne suffirait donc pas que ces derniers approuvent la mère, il faut qu'ils approuvent aussi sa démarche, en un mot c'est de leur part un acte de volonté.

Les motifs de cette règle ont été indiqués par Vésin dans son rapport au Tribunal « c'est dans l'intérêt de la mère encore plus que dans celui de l'enfant que la loi a exigé le concours des deux plus proches parents paternels, des témoins impartiaux qui pourront toujours attester la nécessité de cette mesure de rigueur et qui seront les garants de sa bonne administration (1). La faiblesse de jugement des femmes, leur caractère d'emportement assez ordinaire à ce sexe, empêchent en effet qu'on ne puisse compter sur leur jugement comme sur celui du père.

A propos des droits paternels, nous avons déjà signalé bien des points oubliés par nos législateurs et pour ce qui concerne la mère, les controverses n'ont pas été moins vives.

Tout d'abord si l'enfant n'a pas de parents pater-

1. Locré, *op. cit.*, t. VII, p. 74.

nels, comment exercera-t-elle son droit ? Inutile de dire qu'il y a de nombreux commentaires. Certains auteurs décident que l'enfant ne pourra être détenu sur la demande de la mère car il manque, disent-ils, la condition principale à laquelle est subordonné l'exercice du droit de correction. Du moment que le défaut de parents paternels est constaté, la correction serait impossible.

Nous ne sommes pas de cet avis, et il nous semble que ce serait retourner contre la mère un droit destiné à sauvegarder son intérêt et à maintenir son autorité. Un second défaut de cette interprétation consiste aussi à priver l'enfant d'une mesure qui *sans être pour son agrément* ne lui en est pas moins *profitable*, et n'est ordonnée par la loi qu'en vue de son amendement.

D'autres auteurs, M. Baudry-Lacantinerie par exemple, ont cru trouver une solution plus juridique en permettant à la mère « de requérir la détention de son enfant, sans aucune assistance, sauf au président du tribunal à prendre les renseignements qu'il jugera nécessaires (1).

Nous ne partageons pas davantage cette manière de voir, et le concours de parents paternels a sa raison d'être dans des motifs qui ne peuvent être battus en brèche par le fait même de leur inexistence. Le

1. Baudry-Lacantinerie, *Droit Civil*, 1905, t. IV, p. 157.

danger que la loi veut prévenir en exigeant leur présence est indépendant du point de savoir s'ils existent ou s'ils n'existent pas et conséquemment on ne peut permettre à la mère d'agir seule.

Aussi nous paraît-il assez rationnel d'exiger, comme le font un grand nombre d'auteurs entre autres MM. Aubry et Rau, le concours de deux membres du conseil de famille remplaçant les parents paternels (1). Ce conseil, alors même qu'il est composé d'étrangers, constitue quant à l'administration de la personne et des biens de l'enfant sa parenté légale. Il peut se faire cependant qu'il n'y ait pas de conseil de famille, par exemple si le père est interdit : la tutelle ne s'ouvrant que par la mort de l'un des époux, l'enfant n'aura pas de conseil de famille et on appliquera par analogie les règles de la tutelle (art. 409) en remplaçant les parents par des alliés, au besoin les alliés par des amis et le juge de paix ou le président du tribunal désigneront les personnes remplissant ces conditions qui pourront prêter assistance à la mère.

Pouvoirs du tuteur. — « Le tuteur qui aura des sujets de mécontentement graves sur la conduite du mineur, pourra porter ses plaintes à un conseil de famille et s'il y est *autorisé* par ce conseil, provoquer la réclusion du mineur conformément à ce qui est

1. Aubry et Rau. *Droit civil*, 1873, t. VI, p. 79.

statué à ce sujet au titre de la puissance paternelle. »
(Article 468.)

Cet article dont nous avons fait mention à propos de la veuve remariée, donne au tuteur le droit de faire enfermer son pupille en cas de mécontentement grave. Remarquons toutefois qu'il ne sera appelé à exercer ce droit de correction que lorsque les père et mère du mineur seront décédés ou lorsque pour une cause quelconque la puissance paternelle leur aura été enlevée.

L'article 405 charge le tuteur de prendre soin de la personne du mineur, de son éducation et l'article 468 lui permet de la mener à bonne fin. Les droits ne sont pas aussi étendus que ceux d'un père de famille, cela se comprend : il lui faut l'autorisation du conseil de famille, de plus il ne peut agir que par voie de réquisition en provoquant auprès du président du tribunal la réclusion de l'enfant ; la provoquer, non l'exiger, voilà ce qu'il peut faire. C'est même sur ce mot que l'on se base généralement pour en déduire l'impossibilité d'user de la voie d'autorité, bien que la défense ne soit pas établie en termes explicites.

CHAPITRE III

LES PARENTS NATURELS

En reconnaissant aux pères certains droits, aux enfants certains devoirs vis-à-vis de leurs parents, le droit positif, loin d'être arbitraire, n'a fait que donner force de loi aux principes naturels du bon sens et de la raison générale. La puissance paternelle dérivant du fait de la procréation doit donc appartenir aussi bien aux père et mère naturels que légitimes. Il ne s'agit pas ici de la situation légale des parents au moment de la conception de l'enfant, mais uniquement du fait de sa naissance en ne tenant compte que de l'acte en lui-même et des conséquences qui en découlent.

Avant d'entrer plus avant dans les détails, il est nécessaire de remarquer que la filiation doit être reconnue, et ce que nous dirons ne s'applique pas aux enfants naturels non reconnus. C'est d'autant plus fâcheux que ces derniers sont le plus grand nombre (1), et qu'autrefois les parents étaient vérita-

1. A Paris, contre 42.000 naissances légitimes, il y en a

blement impuissants : les tutelles n'étaient pas organisées, les conseils de famille ne se réunissaient pas et délaissaient les intérêts qui leur étaient confiés : aussi le transfert de leur mission au tribunal civil par la loi du 2 juillet 1907 a-t-il répondu à une nécessité des plus urgentes. Désormais, le tribunal civil (art. 389) (1) nommera le tuteur des enfants naturels non reconnus et le père, s'il est choisi tel, conservera une partie de ses pouvoirs, restreints il est vrai par la *tribunal remplissant le rôle de conseil de famille*, mais suffisants pour lui permettre de redresser son enfant.

Quant aux enfants adultérins et incestueux, la loi les ignore et aux termes de l'article 335 « la reconnaissance ne peut avoir lieu au profit des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin ». Par conséquent elle est nulle, quand il est légalement établi que l'enfant reconnu est né d'un inceste ou d'un adultère, et cette nullité se traduit par l'absence

16.000 illicites et sur ce nombre, 2.000 enfants seulement sont reconnus. Les 14.000 qui restent ne viennent pas peupler l'Assistance publique ; et comme le disait Cambacérès dans les travaux préparatoires « ils sont pourris non pas de la moelle des lions, mais bien du pain quotidien ».

1. Art. 389. — Les fonctions dévolues au conseil de famille des enfants légitimes sont remplies à l'égard des enfants naturels... par le tribunal du lieu de résidence de l'enfant s'il n'est pas reconnu, etc.

d'effets en faveur ou contre l'enfant (1). Toutefois cette sévérité de la loi n'empêche que la reconnaissance de la part d'un seul des parents. Si l'enfant est adultérin, celui des deux qui est libre peut le reconnaître et la reconnaissance est *valable* ; si l'enfant est incestueux, l'un d'eux soit le père, soit la mère, peut faire également une reconnaissance isolée, l'autre parent restant inconnu, rien ne viendra révéler l'adultère ou l'inceste et l'enfant jouira envers le parent qui l'a reconnu de tous les droits et des devoirs d'un enfant naturel simple. Nous rentrons alors dans le cas des enfants naturels.

Pour que la prohibition de l'article 335 annule à la fois les deux reconnaissances, il faudrait supposer qu'elles sont contenues dans un seul et même acte.

D'ailleurs la loi du 7 novembre 1907 permet la légitimation des enfants incestueux par le mariage subséquent des père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus avant le mariage ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de célébration (art. 331).

Pour ce qui concerne les enfants adultérins, la légitimation est possible par le mariage subséquent des parents et dans l'acte même de célébration pour « ceux qui seront nés plus de trois cents jours après

1. Planiol, 1^{re} édit., t. I, p. 724.

Aix, 5 janvier 1882. Dalloz, 82. 2. 131.

l'ordonnance du président du tribunal prévue par l'article 878 du Code de procédure civile, intervenue entre celui de leurs auteurs qui était antérieurement dans les liens d'un précédent mariage et son conjoint, lorsque cette procédure aura abouti à la séparation de corps ou au divorce ou aura été interrompue par le décès de l'autre conjoint.

« L'enfant né pendant le mariage et désavoué par le mari pourra également être légitimé par le mariage subséquent de la mère avec son complice. » (Article 331, al. 2 et 3.)

Dans ces cas le caractère d'enfant adultérin disparaît pour donner celui de légitime avec tous les droits qui y sont attachés.

Quoi qu'il en soit, les enfants adultérins ou incestueux sont *assimilés aux enfants naturels non reconnus*, c'est-à-dire soumis au régime de la tutelle dès leur naissance avec un conseil de famille représenté par le tribunal civil du lieu. (Art. 389 modifié le 2 juillet 1907.)

En pratique cependant, il peut y avoir des cas où les filiations de cette nature se trouvent légalement établies : en cas de désaveu par le mari de l'enfant de sa femme, d'annulation de mariage pour cause de bigamie ou d'inceste, quand un mari réussit à prouver que n'est pas son enfant, celui qui a prouvé par témoins sa filiation maternelle vis-à-vis de sa femme, ou quand un tribunal par suite d'une erreur de fait

ou de droit a admis la preuve d'une paternité incestueuse ou adultérine, et c'est pour ces cas que se pose la question du droit de correction. Sans doute les enfants incestueux et adultérins doivent honneur et respect à leur père et mère. Mais les auteurs déclarent généralement qu'ils ne sont pas soumis à la puissance paternelle et que le droit de correction n'existe pas à leur égard en tant qu'enfants adultérins ou incestueux (1). Mais ne pourrait-on pas les considérer comme enfants naturels ? Alors il nous semble qu'une tutelle devrait s'ouvrir à leur égard et rien n'empêcherait le tribunal de nommer tuteur le père de l'enfant qui par ce moyen rentre-rait en jouissance d'une partie de ses droits, notamment de celui de correction, sous réserve des atténuations ordinaires.

Revenons donc aux enfants naturels reconnus, leurs parents ont-ils le droit de correction ?

Oui, dit le nouvel article 383 de la loi du 2 juillet 1907.

« La puissance paternelle sur les enfants naturels légalement reconnus est exercée par celui de leurs père et mère qui les aura reconnus le premier ; en cas de reconnaissance simultanée par le père et la mère, le père seul exerce l'autorité attachée à la puissance paternelle ; en cas de prédécès

1. Demolombe, 1875, t. V, p. 597. — Aubry et Rau, 1873, t. VI, p. 572.

de celui des parents auquel appartient la puissance paternelle, le survivant en est investi de plein droit.

« Le tribunal peut toutefois, si l'intérêt de l'enfant l'exige, confier la puissance paternelle à celui des parents qui n'en est pas investi par la loi.

« Sous ces réserves et sauf ce qui sera dit à l'article 389 de l'administration des biens, la puissance paternelle sur les enfants naturelles est régie comme celle relative aux enfants légitimes ».

Le principe est nettement posé et évitera désormais bien des malentendus.

Le paragraphe 1 du nouvel article a pour objet de déterminer à qui appartiendra la puissance paternelle. Antérieurement il n'était pas douteux que ce pouvoir appartenait à celui des deux auteurs qui avait légalement reconnu l'enfant. En cas de reconnaissance simultanée, la doctrine était divisée et déclarait que c'était à la jurisprudence d'intervenir dans les conflits pouvant surgir entre le père et la mère.

En cas de reconnaissance successive, le doute était plus grand encore, depuis 1907 le nouvel article tranche toutes ces difficultés.

Le paragraphe 2 permet aux tribunaux de confier la puissance à la mère, quand le père ne présente pas les garanties de moralité suffisante : ce qui est une excellente mesure.

Quant aux applications de détail, dans ces derniè-

res années, de graves débats avaient divisé la doctrine : nous dirons simplement que la majorité des auteurs (1) n'admettait pas l'application des articles 380, 381, 382 aux enfants naturels, se basant sur le texte limitatif de l'article 383. Par conséquent, la mère naturelle pouvait agir d'autorité à l'égard de l'enfant âgé de moins de seize ans, ce dernier malgré ses biens personnels ou son état pouvait être incarcéré d'autorité; le mariage du père ou de la mère avec un autre ne diminuait en rien le droit de correction.

Ce ne sera plus ainsi, la rédaction consacre le principe de l'assimilation des enfants légitimes et des enfants naturels reconnus en matière de puissance paternelle. Certainement ces derniers ne s'en plaindront pas puisque leurs intérêts sont mieux protégés. Mais alors si deux parents du côté paternel sont nécessaires pour faire interner l'enfant, comment fera-t-on puisque la parenté naturelle quand elle est reconnue ne s'étend pas au delà du premier degré ?

La loi du 2 juillet 1907 nous fournit la réponse : ou bien on considérera l'enfant comme étant en tutelle et alors c'est le tribunal (art. 381) qui remplira le rôle de conseil de famille ou bien deux de ses membres assisteront la mère et remplaceront les proches pater-

1. MM. Aubry et Rau, Planiol, Baudry-Lacantinerie, Huc, Laurent, Ducauroy, Duranton et Proudhon.

nels inexistants. La solution est moins facile qu'avec l'ancien système, mais la personne de l'enfant est mieux préservée.

CHAPITRE IV

L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Le régime auquel sont soumis les pupilles de l'Assistance publique est relativement récent, et provient de la loi du 28 juin 1904 sur l'éducation des pupilles difficiles ou vicieux.

Auparavant la mise en correction d'un enfant de l'Assistance publique (1) ne pouvait avoir lieu que sur la demande de la commission administrative de l'hospice où il avait été recueilli, laquelle remplissait les fonctions de tutrice (15 pluviôse an XIII). C'était un régime insuffisant, car l'Assistance comme le père de famille ne pouvait demander l'internement de six mois que pour les enfants ayant dépassé seize ans ; au-dessous de cet âge elle se trouvait désarmée. Il fallait donc créer des établissements spéciaux qui ne seraient ni des prisons ni des colonies pénitentiaires où l'on pourrait envoyer les pupilles difficiles : c'est ce que fit la loi du 28 juin 1904 en créant des écoles professionnelles publiques ou privées.

1. Sauf pour les enfants maltraités ou en danger moral recueillis en vertu de la loi du 24 juillet 1889, pour lesquels le représentant de l'Assistance est l'inspecteur départemental.

La loi divise les pupilles en deux catégories dont il est peut-être bien délicat de tracer les limites. Néanmoins on peut distinguer les arriérés inoffensifs et les indisciplinés simples des petits délinquants récidivistes (1). Les premiers moins pervertis que les seconds se font renvoyer par leurs nourriciers et leurs patrons en raison de leur paresse ou de leur indiscipline, les seconds commettent des actes d'immoralité, de cruauté, de violence et appellent un régime plus sévère que la correction paternelle.

On a donc créé deux régimes différents correspondant aux deux classes d'individus : pour les uns, le régime est préventif, pour les autres répressif. Le régime préventif enverra les pupilles difficiles dans des écoles *professionnelles*, c'est-à-dire dans des établissements départementaux dans lesquels on cherchera à amender et à réformer le caractère des enfants tout en leur enseignant un métier (2). Le régime répressif permettra de demander au tribunal l'envoi en correction de pupilles vicieux (3) ; mais cette mesure

1. Sirey. *Lois annotées*, 1904, p. 849. Rapport Strauss.

2. Les pupilles de l'Assistance publique qui, à raison de leur indiscipline ou de leurs défauts de caractère, ne peuvent pas être confiés à des familles, sont placés par décision du préfet, sur le rapport de l'inspecteur départemental, dans une école professionnelle (loi, 28 juin 1904 art. 1).

3. Lorsqu'un pupille de l'Assistance, par des actes d'immoralité, de violence ou de cruauté, donne des sujets de mécontentement très graves, le tribunal civil peut, sur le rapport de

ne devra être prise qu'à la dernière extrémité après, avoir épuisé la plupart des moyens de traitement moral.

Le préfet dans les départements et le directeur de l'Assistance publique à Paris auront le droit de mettre fin à ce placement et d'opérer le retrait du pupille.

Tel sera le droit de correction dont on usera vis-à-vis des pupilles de l'Assistance publique : nous nous bornons à faire remarquer que la loi de 1904 est plus théorique que pratique, son principe de la séparation des moralités excellent en soi n'a pas encore reçu une application régulière, les moyens d'exécution faisant entièrement défaut. Le régime nouveau déroge sur plusieurs points aux articles 375 et suivants du Code civil. D'abord il supprime l'avis du conseil de famille, on a vu dans l'intervention du préfet et de l'inspecteur départemental des garanties suffisantes. Ensuite ce n'est pas le président seul, mais le tribunal qui statue. Enfin, et c'est l'innovation importante, le placement correctionnel au lieu d'être limité à un temps très court n'aura pas de durée déterminée : réforme dont on ne peut augurer que du bon pour l'avenir.

l'inspecteur des enfants assistés et sur la demande du préfet dans les départements, ou du directeur de l'Assistance publique de Paris dans la Seine, décider, sans frais, qu'il sera confié à l'administration pénitentiaire (loi 28 juin 1904, art. 3).

APPENDICES

I. — LA PROSTITUTION DES MINEURS

Au sujet de la correction paternelle se rattache la loi du 15 août 1908 sur la prostitution des mineurs.

Cette loi contient une réglementation toute nouvelle sur la prostitution dont les progrès étaient inquiétants. Il n'est pas de notre étude de nous étendre sur ces dispositions, les points connexes à notre matière se trouvent dans l'article 2 ainsi conçu :

« Tout mineur de dix-huit ans qui se livre à la débauche pourra, *sur la demande du père* ou à son défaut de la mère ou de la personne qui en aura la garde, être placé dans un quartier spécialement aménagé d'un des établissements prévus à l'article 1 pour un temps qui sera fixé par le tribunal conformément aux dispositions de la présente loi.

« Il n'est pas dérogé aux articles 375 et suivants du Code civil. »

Nous avons ici une variété de la correction paternelle. Les parents, outre l'article 375 que l'on n'a pas abrogé, auront un nouveau moyen d'amender leurs

enfants. Sera-t-il beaucoup employé ? Nul ne peut déjà le dire, mais remarquons que la débauche doit se trouver à l'état d'habitude ce qui suppose une perversion avancée nécessitant un quartier spécial.

Les personnes qui peuvent user de ce droit sont le père, à son défaut la mère ou même la personne ayant la garde de l'enfant. Mais cette mesure n'est possible qu'à l'égard des mineurs de dix-huit ans.

Le tribunal peut ordonner qu'ils soient retenus jusqu'à leur majorité, tout en ayant la faculté de les libérer avant : quant à leur sortie provisoire, un conseil de surveillance placé auprès de chaque établissement la prononce.

Nous négligeons à dessein ces détails de procédure pour dire que le texte définitif de la loi n'est pas conforme au projet déposé par le rapporteur (1). L'article 2 permettait au père de demander l'internement d'un mineur pour débauche habituelle ou pour « grave sujet de mécontentement ».

Nous ne savons pourquoi ces derniers mots ont été supprimés ; autrement c'eût été une réforme importante et inconsciente du droit de correction bien que le rapporteur se défendit de toute innovation sur ce point (2).

1. Annexe au procès-verbal de la séance du 21 janvier 1908, n° 1459. Chambre des députés. Rapport fait au nom de la commission par M. Viollette.

2. *Archives parlementaires*, p. 14.

Il vaut assurément mieux dans l'intérêt général que les choses se soient passées ainsi, car seule une loi mûrement réfléchie, un projet sérieusement étudié dans toutes ses conséquences peuvent remédier avec fruit aux inconvénients d'une législation incomplète.

II. — LES ÉTRANGERS

Nous ne pouvons terminer cette partie, sans dire quelques mots de la situation des étrangers. Les père et mère étrangers, lorsqu'ils n'ont pas été autorisés à établir leur domicile en France aux termes de l'article 13 (C. civ.), et lorsqu'ils n'y jouissent pas dès lors des droits civils, peuvent-ils invoquer les articles 375 et suivants et faire détenir leurs enfants soit par voie de réquisition, soit par voie d'autorité ?

Bien des auteurs se prononcent pour la négative : aux termes de l'article 3, disent-ils, les lois personnelles françaises ne régissent que les Français et les articles 375 et suivants peuvent être considérés comme tels puisqu'ils s'occupent exclusivement des personnes.

Nous ne serons pas de leur avis : d'après cette théorie, ce serait la loi nationale qui régirait la puissance paternelle des étrangers en France, sous

réserve des dispositions contraires à l'ordre public. Toutefois, certaines dispositions de notre Code civil ont pour but relativement à la puissance paternelle, de garantir le bon ordre dans la famille et dans l'Etat. C'est qu'en effet la société est intéressée à ce que tout moyen de sanction ne manque pas au père dans son œuvre d'éducation, à ce qu'il ait toujours la possibilité de réprimer les premiers écarts de l'enfant afin de prévenir les fautes plus graves. Peut-être les procédés de correction ne peuvent-ils être employés en France, il faut donc donner au père les moyens français sous peine de lui retirer toute autorité.

L'incarcération correctionnelle n'est pas une peine proprement dite, mais à notre humble avis, soutenu en cela par celui de plusieurs auteurs (1), elle constitue une sorte de mesure de police et de sûreté. En conséquence les articles 375 et suivants doivent être déclarés applicables à tous ceux qui habitent le territoire français et se trouvent compris dans l'article 3 alinéa 1 du Code civil :

« Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire...

1. Demolombe. *Droit civil*, 1870. — Taudière. *Puissance paternelle*, 1898, p. 122. Assurément, il serait préférable qu'une consécration législative intervint et nous nous associons en cela aux vœux émis par MM. Berthélemy et Bonjean (V. Berthélemy. Rapport au comité de défense des enfants traduits en justice, 1899, p. 29 et s.)

DEUXIÈME PARTIE

La Détention

CHAPITRE PREMIER

FORMALITÉS ET GARANTIES

Nous venons de passer en revue les différentes personnes pouvant se servir du droit de correction, arme terrible entre certaines mains et dont nous avons signalé les abus. Cependant, avant de nous occuper de la situation du jeune homme soumis à l'internement, nous allons voir les formalités si on peut ainsi s'exprimer ou plutôt les incidents qui se présenteront pendant la marche de l'affaire. Ce sont parfois certaines garanties établies dans l'intérêt de l'enfant, qui pourront arrêter les rigueurs d'un père inexorable.

Tout d'abord dans son esprit de bienveillance, en vue de l'intérêt du mineur, la loi ne veut pas qu'il y ait trace de l'internement : ce pourrait être un obstacle à son avenir.

« Il n'y aura dans l'un et l'autre cas *aucune écriture ni formalité judiciaire*, si ce n'est l'ordre même d'arrestation dans lequel les motifs n'en seront pas énoncés » (art. 378).

Comment doit-on interpréter ce texte ? La demande du père peut être adressée verbalement au président sans requête, sans ministère d'avoué. Il faut seulement un acte d'arrestation, non motivé, mais écrit, car d'après les principes de notre droit public nul ne peut être détenu que par autorité de justice.

De plus, le père voulant faire détenir par voie d'autorité son fils âgé de moins de seize ans, doit produire un acte de naissance.

Mais l'agent de la force publique qui exécute l'ordre doit-il dresser procès-verbal de l'arrestation, le geôlier un acte d'écrou, et transcrire sur son registre l'ordre du président ?

Evidemment ce nous semble, ces actes sont indispensables, le Code ne parle que de la procédure antérieure à l'ordre, mais non des actes indispensables pour régulariser la détention. Et cela est si vrai que l'article 378 prévoit la soumission de payer les frais (1). C'est qu'en effet, comme le disait M. Bonjean, il faut lire l'article 377 avec bon sens et ce serait une chose absurde de supposer qu'il a défendu de se

1. Dalloz, *Répertoire de jurisprudence*, t. XXXVIII, Puissance paternelle, p. 564.

servir d'une plume pour noter quoique ce soit (1). Ce serait une chose d'autant plus absurde, que le législateur quelques articles plus loin dit que l'enfant détenu pourra adresser un mémoire au procureur général, lequel demandera des explications au procureur de la République, or la demande de renseignements est inopérante s'il n'y a pas un dossier que l'on peut consulter et si le procureur de la République ne pouvait ainsi dire pourquoi et dans quelles conditions le président a délivré l'ordre d'arrestation.

Aussi est-ce avec juste raison que les ordonnances délivrées par le tribunal de la Seine sont répertoriées d'une façon précise, et l'on ne fait en agissant ainsi que répondre au vœu implicite de la loi : quand la durée est bien déterminée, on ne peut admettre qu'on puisse arbitrairement faire détenir un enfant pendant un temps illimité et jusqu'à vingt et un ans par le cumul d'ordonnances successives, cumul que l'absence de renseignements rendrait impossible à éviter.

■
* *

La loi met cependant à la disposition du juge un moyen pour démasquer les requêtes injustifiées et

1. *R. P.*, 1895. M. Bonjean, p. 5.

assurer davantage la protection de l'enfant : c'est l'article 378.

« Le père sera tenu de souscrire une *soumission* de payer tous les frais, et de fournir les aliments convenables » (art. 378).

Nous n'essaierons pas d'entrer dans la discussion qui a divisé les commentateurs à propos de la position d'une virgule qui n'aurait pas existé dans le projet après le mot *frais*, et dont l'importance obligerait le père à verser d'avance une somme suffisante pour fournir pendant un mois à l'enfant les aliments conformes à l'article 789 et 808 du Code de procédure et à l'article 28 de la loi du 17 avril 1832 (1). La majorité des auteurs opine dans ce sens et nous l'admettrons aussi. Les enfants y trouvent toujours une certaine garantie en ce sens que le côté pécuniaire fait reculer bien des parents. Ainsi à Paris principalement, qui fournit à lui seul plus de la moitié des ordonnances, de 1380 en 1889, époque à laquelle on donnait la gratuité à presque tout le monde, elles sont tombées à 1060 en 1893, quand on s'est mis à faire recouvrer les frais par le percepteur. Cette obligation de souscrire une soumission, de payer tous les frais et de fournir les aliments convenables serait une des causes principales de

1. Dalloz. *Répertoire de législation*, t. XXXVIII. Puissance paternelle, n° 40, p. 564.

l'emploi peu fréquent de la correction paternelle. Les rédacteurs du Code n'ont pas songé que leur législation s'appliquerait principalement aux enfants pauvres. Or, comme on ne peut pas légalement dispenser le père de payer une pension pour son fils, d'autant plus qu'il n'a pas ce dernier à nourrir pendant le même laps de temps, la loi ne reçoit pas toujours pleine et entière satisfaction, car les parents ne voudront jamais payer une somme qu'ils ne sont pas matériellement en état de verser.

Dans les établissements privés, force est aux parents de payer.

Pour les établissements publics, légalement comme le déclare la lettre ministérielle du 20 février 1882 : « Pour être exonérés des frais d'internement, il ne suffit pas que le père produise des certificats d'indigence, il faut encore que l'autorité administrative consente à prendre à sa charge les frais de la détention. » Quand il y a un entrepreneur, cette mesure gracieuse n'est pas possible, car il faudrait que l'État remboursât à l'entrepreneur le prix des journées. Le père est donc tenu à la consignation préalable, mais à la Roquette où il n'y a pas d'entreprise, l'État est plus libre de ses allures et peut le supporter facilement. En pratique les parents vont trouver le magistrat, obtiennent la mesure demandée, et c'est aux exécuteurs des ordonnances à réclamer le prix de la pension, qui d'après le règlement du 11 novem-

bre 1885 doit être payée d'avance. Mais alors on exhibe le fameux certificat d'indigence délivré par les maires à tous ceux qui ne paient pas de contribution dans les grandes villes, c'est-à-dire tous les ouvriers : dès lors, la loi et le règlement deviennent lettre morte. Il en résulte qu'une famille quelque peu aisée n'osera étaler en public les défauts de l'un de ses membres, les autres, au contraire, contraintes par la nécessité et protégées par leur indigence pourront sans bourse délier profiter d'une législation qui ne s'applique qu'à elle.

On a reproché à la correction paternelle d'être trop aristocratique, c'est erroné, c'est le mode de correction qui varie suivant les établissements et le prix que les parents peuvent mettre. On conçoit que ces inégalités aient soulevé bien des critiques, mais elles proviennent de la force naturelle des choses et les réformes, si sages soient elles, ne pourront jamais les faire entièrement disparaître.

*
* *

Il est encore une autre garantie offerte par la loi à l'enfant, c'est le mémoire de l'article 382, al. 2.

« L'enfant détenu pourra adresser un *mémoire* au procureur général près la cour d'appel. Celui-ci se fera rendre compte par le procureur de la République près le tribunal de première instance et fera

son rapport au président de la cour d'appel qui, après en avoir donné avis au père et après avoir recueilli tous les renseignements pourra révoquer ou modifier l'ordre délivré par le président du tribunal de première instance. »

L'article dit « l'enfant détenu » donc ce recours n'est pas suspensif. Il ne s'agit pas en effet d'un procès véritable et la loi a voulu éviter tout ce qui pourrait donner à l'exercice de cette correction paternelle l'apparence d'une contestation entre le père et l'enfant. C'est une sorte de pouvoir tutélaire exercé par le procureur général et par le premier président de la Cour d'appel.

La question est fort discutée de savoir si cette voie de recours peut être employée par l'enfant en dehors des deux cas prévus à l'article 382, c'est-à-dire en dehors des biens personnels ou de l'état qu'il exerce.

Il est un point admis par tous les auteurs, c'est que l'enfant ne peut pas réclamer quand il est détenu par voie d'autorité, car dans ce cas c'est le père qui ordonne la détention et il le fait en vertu d'un pouvoir absolu, illimité. Or, le droit de recours est la négation même du principe de l'autorité, et il est préférable pour conserver au père son prestige dans l'esprit du Code de ne pas voir ses ordres susceptibles d'être entravés par son fils.

Le seul point du débat est de savoir si l'enfant

peut exercer ce recours, quand son père est remarié et dans le cas où majeur de seize ans, il ne peut jamais être détenu que par voie de réquisition.

Certains auteurs partisans de la négative ont cru trouver l'appui de leurs théories dans les travaux préparatoires où Réal au Conseil d'Etat aurait présenté la mesure comme une exception (1).

Mais la majorité considère l'extension comme possible et en suivant la marche des différents textes au cours du vote, on voit que l'article 382 alinéa 2 est une disposition indépendante et générale que l'on ne doit pas confondre avec l'alinéa précédent (2). C'est d'ailleurs aussi l'opinion consacrée par la Cour d'appel d'Aix dans l'un de ses arrêts (3).

Le fait est d'autant plus important qu'en pratique, si un enfant a droit à toute la sollicitude des législateurs, c'est celui dont le père subit peut-être l'influence d'une marâtre. Il peut se plaindre et il doit avoir le droit d'exposer ses raisons : sont-elles mauvaises on n'en tiendra pas compte, mais il se peut aussi qu'elles soient dignes d'être prises en considération. Celui qui n'a rien doit être aussi ménagé que celui qui possède et on ne doit pas le délaisser.

1. Locré, t. VII, p. 61.

2. Demolombe, t. VI, p. 249.

3. Dalloz. *Jurisprudence générale*. — Aix, 21 juillet 1905. *Sommaires*, p. 48.

Dans la plupart des cas l'intéressé ignore la loi ou s'il la connaît n'ose pas s'en servir. M. Bonjean dont nous avons déjà cité l'autorité en cette matière, estime qu'il y a là une mesure à généraliser, car elle peut corriger les inexactitudes des rapports et des enquêtes. D'ailleurs, dit-il, ce serait une bonne chose d'assurer à l'enfant dans le texte même de la loi la connaissance et l'exercice éventuel de son droit d'appel. Le directeur pourrait être tenu de faire placarder dans la cellule de l'enfant l'indication des formalités à remplir. J'ai fait au parquet de la Seine la recherche des réclamations adressées au procureur général et j'ai trouvé une seule réclamation : encore les circonstances étaient-elles exceptionnelles (1). Ceci se passait en 1895, depuis on a vu quelques mémoires à Paris mais en très petit nombre : ce qui ne nous empêche pas de constater le peu d'application de cette mesure.

Pour donner au mémoire une valeur plus effective, il faudrait qu'il appartînt à la mère, aux ascendants, en un mot à tous les parents désignés par la nature comme les protecteurs de l'enfant et qui pourraient prendre en mains ses intérêts.

Ce serait encore mieux de les interroger verbalement et quelques auteurs ont même demandé pour eux le droit de présenter des observations au magis-

1. *R. P.*, p. 1895. Rapport Bonjean, p. 25.

trat. D'autres ont préféré amener l'enfant et ce système est pratiqué à Paris où un sixième des demandes sont retirées par suite de conciliation. Il ne faut pas se faire illusion sur ces résultats, bien souvent les enfants ne sont pas amenés, la fuite, leur refus de venir, tels sont les motifs invoqués par les parents, motifs qu'il est impossible de contrôler.

D'autre part, il serait dangereux de soumettre le père à un examen judiciaire en présence de son enfant, ce serait amoindrir le respect et l'autorité qui lui sont nécessaires pour diriger son intérieur. Le magistrat serait le meilleur juge de ce qu'il doit faire et on pourrait sans inconvénient lui laisser toute latitude sur ce point.

De son côté, le père aura-t-il le droit de se pourvoir contre la décision du président qui refuserait l'ordre d'arrestation ou qui abrégerait la durée de la détention par lui requise ?

Bien que cette mesure séduise certains auteurs, il faut répondre négativement. Elle n'est accordée aux termes de la loi qu'à l'enfant détenu, et encore tous les auteurs ne sont-ils pas d'accord sur son application dans ce cas.

Mais lorsqu'une difficulté s'élève entre le président et le père sur une question de droit, par exemple sur l'âge de l'enfant ou sur le point de savoir s'il peut être considéré comme exerçant un état, nous rentrons dans les règles ordinaires et c'est une ques-

tion à résoudre juridiquement où la procédure ne peut être celle de l'article 382. Sans doute cette dernière aurait des avantages de promptitude et de secret, mais elle est exceptionnelle et c'est devant le tribunal suivant les formes ordinaires avec un tuteur *ad hoc* nommé pour remplacer le président que le différend devra être vidé.

Après avoir vu les différentes formalités qui s'accomplissent, nous allons anticiper un peu sur la suite ordinaire des choses et nous parlerons du *droit de grâce*. Cela nous permettra de réunir ensemble par la suite toutes les questions concernant l'internement proprement dit.

*
* *

L'article 379 nous dit « le père est toujours maître d'*abréger* la durée de la détention par lui ordonnée ou requise. Si, après sa sortie, l'enfant tombe dans de nouveaux écarts, la détention pourra être de nouveau ordonnée de la manière prescrite aux articles précédents ».

La loi donne au père le droit de grâce, elle lui permet d'*abréger* la détention et lui laisse toute liberté sur ce point.

Si l'on ne considérait que la rédaction littérale, on pourrait croire que le père ne peut renouveler l'incarcération qu'autant qu'il abrège la durée de la pre-

mière. Une telle disposition serait toutefois inconcevable et ne peut être prêtée au législateur. L'enfant gracié qui retombe est sans doute plus coupable qu'un autre, mais celui qui a subi entièrement une première détention peut fort bien n'en avoir retiré aucun amendement et nécessiter par sa conduite une nouvelle rigueur.

Une question se pose à ce propos. Après de nouveaux écarts, si le père désire faire interner son fils âgé de moins seize ans, devra-t-il prouver les nouveaux faits ?

On ne peut que répondre négativement à cette question en présence de l'article 379 qui renvoie aux articles 376 et suivants en déclarant que la détention pourra être ordonnée conformément à ces articles : c'est évidemment décider que la puissance paternelle n'a aucune preuve à faire et qu'elle peut agir souverainement pour les écarts qui viennent à reprendre. Malgré l'opinion de certains auteurs, l'article 379 ne fait pas des faits nouveaux une condition dont l'accomplissement devrait être apprécié par le président, et les travaux préparatoires nous montrent que les législateurs dans le changement fait au projet n'ont pas voulu modifier les pouvoirs du père en cas de récidive.

Quant à la mère peut-elle, faire cesser la détention ?

Tout d'abord cette faculté lui est refusée par les rigoristes qui interprètent strictement l'article 377.

Nous ne serons pas de leur avis, étant données les conséquences imméritées pour l'enfant que l'on pourrait en tirer. Nous ne voulons pas davantage tomber dans l'excès contraire, et accorder à la mère le même droit qu'au père : sans doute pour faire sortir un enfant de prison on doit se montrer beaucoup plus facile au point de vue des formalités que pour le faire entrer, par ses renvois à l'article 379, l'article 383 ancien pouvait accorder à la mère naturelle certaines facultés, mais il nous semble que la loi eût parlé aussi de la mère légitime, si elle voulait lui accorder les mêmes faveurs et un renvoi indécis qui a pu passer inaperçu ne pourrait à lui seul devenir une règle et prévaloir par ses conséquences.

Pour nous le droit ne peut être qu'avec le concours des deux plus proches parents, requis conformément à l'article 381. La loi ne s'explique pas, mais cette manière de procéder est logique et la détention doit cesser par les formes employées pour l'opérer. Si la loi se tait, son esprit nous paraît clair et si une mère après avoir enfermé son enfant pouvait le rendre à la liberté, on la verrait souvent après une nuit de larmes et de regrets user promptement de son droit : ce sentiment lui ferait honneur mais il est général au sexe faible et dans bien des circonstances la bonté et l'indulgence deviennent facilement une faiblesse coupable. D'ailleurs pour l'internement la mère a un droit restreint comparé à celui du père, pourquoi

aurait-elle un droit égal au sien pour la libération ?

Nous devons dire que l'existence même du droit de grâce est très discutée et de nombreux auteurs ont demandé sa suppression pure et simple, prétextant les abus qu'il engendre.

Il existe à Paris environ près de la moitié des requérants qui, après avoir obtenu l'ordre d'arrestation ne s'en servent même pas (1) : ce peut être en effet une menace salutaire pour l'enfant. Mais la plupart des parents soulèvent les protestations véhémentes et impuissantes des directeurs en venant retirer leurs enfants bien avant l'expiration du délai fixé. Sur une feuille de sortie de la prison de Fresnes, nous avons remarqué que tous les parents avaient abrégé le temps d'internement de leurs filles, l'une même avait vu sa peine de quatre mois réduite à dix jours (2). Je laisse au lecteur le soin de penser ce que l'on peut obtenir avec un délai si bref, surtout quand une religieuse du Couvent des Dames de Saint-Michel, puisant son autorité dans quarante années d'expérience, disait en 1894 à M. Joly qui l'avait interrogé

1. En 1905, sur 769 ordonnances rendues, 432 ont été exécutées.

2. A Paris des ordonnances d'une journée sont parfois rendues à seule fin de corriger le vagabondage des enfants qui fuient le toit paternel. On peut ainsi les faire revenir plus facilement et plus vite avec le concours de la justice qu'au moyen d'une ordonnance de réintégration nécessitant le ministère des avoués.

sur le temps nécessaire pour corriger une enfant « il faut au moins trois ans » (1).

C'est donc en présence de pareils abus que certains auteurs ont émis la prétention de guérir radicalement le mal en supprimant le droit de grâce. Il nous semble qu'il faut garder un juste milieu et que cette théorie serait trop subversive de l'idée de famille : l'autorité paternelle n'est pas encore abolie, et parce que nous critiquons certaines de ses prérogatives il ne s'ensuit pas que nous voulons sa ruine. Sans en arriver à ce moyen extrême, d'autres combinaisons ont été proposées. M. Bonjean a parlé d'une limite maxima d'internement.

D'autres, au contraire, font une distinction basée sur l'intérêt de l'enfant et décerneraient au juge dans les cas difficiles une autorité absolue et entière devant laquelle s'inclineraient les pères de famille qui abdiqueraient leurs droits en acquiesçant à l'ordonnance.

Ces théories nous paraissent peu pratiques et il nous semble difficile pour le juge de se faire une idée de la perversité de l'enfant et du temps nécessaire pour le ramener au bien. Les régimes ne conviennent pas également bien à tous les caractères et l'on manquerait de considérations sérieuses pour pouvoir y étayer des données exactes.

1. *R. P.*, 1894, p. 13.

Nous ne saurions passer sous silence le projet de M. Brueyre (1) qui consisterait à établir auprès de chaque établissement pénitentiaire une sorte de *tribunal* chargé d'apprécier le moment où l'enfant doit être remis en liberté. « Ce serait, dit-il, le cas de reprendre l'idée des commissions de surveillance inscrites dans l'article 8 de la loi de 1850. » Le jury comprendrait, outre le directeur de l'établissement, un magistrat du tribunal le plus rapproché et un élément privé choisi dans le voisinage de la colonie. Ce système est des plus séduisants et se trouve appliqué en partie dans une des lois récentes signalées plus haut (2). L'avenir nous montrera si son adoption aura été une bonne mesure, mais il nous semble que le rapport d'un gardien qui forcément constituerait la base de la mise en liberté n'est pas toujours d'une exactitude scrupuleuse et parfois bien des erreurs involontaires pour ne pas dire préméditées peuvent s'y glisser. Ce qui nous paraîtrait la meilleure solution dans l'intérêt de l'enfant, ce serait la fixation par le juge d'un délai minima au-dessous duquel le père lui-même ne pourrait gracier son fils.

« Mais nous objectera-t-on. Vous privez le père d'un de ses attributs essentiels. » Oui, si l'on consi-

1. *R. P.*, 1893, p. 467.

2. Loi du 15 août 1908.

dère le fait pris en lui-même, mais cette mesure est dictée par la pratique. D'ailleurs n'est-ce pas les parents qui se dépouillent de leur puissance en confiant leurs enfants à l'Etat ? ils ne peuvent se jouer impunément de la justice en révoquant quelques jours après l'ordre qu'ils ont donné et un peu de sévérité à cet égard ne ferait que restreindre le libéralisme abusif de certains. Sans doute il y a là un sentiment compréhensible de l'amour paternel trop souvent enclin à pardonner, mais les conséquences sont funestes aux enfants et cela suffit pour opérer une réforme partielle dont tous les gens raisonnables reconnaissent l'utilité et le besoin.

CHAPITRE II

LA DÉTENTION

Nous arrivons à l'une des questions les plus critiquées de notre législation actuelle, celle de l'éducation et de l'amendement du mineur interné. Il ne suffit pas en effet de châtier le mineur rebelle, il faut aussi le corriger, changer son état d'âme et l'empêcher de recommencer.

Le Code n'a pas désigné l'endroit où on devait interner les mineurs dans les conditions qui nous occupent, le président peut donc toujours désigner tel établissement privé que le père préfère et dont ce dernier paiera la pension. D'après les instructions du ministère de la Justice, aucun enfant ne peut être admis *même dans les établissements privés* si ses parents ne sont pas munis d'une autorisation délivrée par le président du tribunal civil de l'arrondissement de leur domicile conformément aux articles 375 et 376 du Code civil.

Quant aux *autres établissements* où se fera la détention, c'est la loi de 1850 qui nous sert de base

pour les mineurs de l'un et de l'autre sexe. « Dans les quartiers de maisons d'arrêt et de justice, un quartier distinct est affecté aux jeunes détenus de toute catégorie » (art. 2).

Les maisons pénitenciaires reçoivent : 1° Les mineures détenues par voie de correction paternelle ; 2° Les jeunes filles de moins de seize ans condamnées à l'emprisonnement pour une durée quelconque, etc. (art. 16).

Il est à remarquer que la loi fait une distinction très marquée entre les garçons et les filles, elle dit de la façon la plus nette que les filles seront envoyées dans les colonies publiques et privées, pour les garçons elle ne le dit pas, mais comme elle fait une énumération des différentes catégories de jeunes détenus qui seront envoyés dans les colonies pénitenciaires et qu'elle n'y place pas les enfants détenus par voie de correction paternelle, on peut affirmer qu'elle a voulu positivement les en exclure (1).

Peut-être y ont-ils été envoyés autrefois, c'est ce que laisserait supposer l'article 121 du règlement du 10 avril 1869, qui prévoit le cas, mais actuellement, les mineurs de la correction paternelle, quand ils ne sont pas dirigés sur les colonies privées sont conduits aux maisons d'arrêt.

Le régime appliqué est le *régime cellulaire*, c'est-

1. R. P., 1894. Rapport Joly, p. 4.

à-dire l'isolement de jour et de nuit ordonné par le règlement général du 30 octobre 1841 et confirmé par le décret du 11 novembre 1885 (1).

L'internement a lieu dans les formes indiquées, c'est-à-dire sans aucune écriture ni formalité judiciaire : la personne qui a obtenu l'ordonnance du président peut conduire le mineur lui-même ou le faire mener par la police dans l'endroit désigné. En province, c'est donc pour les garçons la maison d'arrêt de l'endroit ou une institution privée comme la colonie de Bologne, l'école Saint-Louis de Bordeaux, la maison paternelle de Mettray, etc. Pour les filles c'est la maison pénitentiaire du ressort, les maisons du Bon Pasteur, les refuges de Notre-Dame de la Charité, de la Solitude de Lyon, etc., qui sont chargées de les recevoir : parfois cependant la loi est violée à leur égard, en cas de séjour à la maison d'ar-

1. « Les mineurs des deux sexes détenus par voie de correction paternelle dans les établissements pénitentiaires seront enfermés dans une chambre séparée, et ne pourront avoir aucune communication avec les autres enfants. » (Art. 121 du 10 avril 1869.)

« Les enfants détenus par voie de correction paternelle, conformément aux articles 375 et suivants du Code civil, seront renfermés dans des quartiers séparés des maisons d'arrêt, de justice ou de correction où ils devront être soumis au régime cellulaire de jour et de nuit. » (Art. 112 du 30 octobre 1841.)

« Les mineurs enfermés par voie de correction paternelle... maintenue à l'isolement de jour et de nuit. » (Article 30 du 11 novembre 1885.)

rêt. Quant à Paris, garçons et filles ont leurs quartiers cellulaires spéciaux : les premiers à la Petite Roquette, les secondes à la prison de Fresnes près Bourg-la-Reine.

Les filles furent pendant longtemps reçues à Saint-Lazare dans un quartier séparé, mais on renonça bientôt à ce système qui offrait de grands inconvénients et pendant quelques années on les confia exclusivement à des maisons religieuses, telles que le Couvent de la Madeleine ou des Dames Saint-Michel pour les jeunes filles catholiques et la maison des Diaconesses de la rue de Renilly pour les jeunes filles protestantes (1).

Par la suite, à l'exception d'un petit nombre de protestantes qui sont encore confiées à des Diaconesses, toutes les jeunes filles de la correction paternelle dans le département de la Seine, furent envoyées successivement à la colonie de Fouilleuse près Rueil et à Nanterre : aujourd'hui elles sont internées dans les environs de Paris à la prison de Fresnes.

Nous n'insisterons pas sur l'aménagement et le régime de cet établissement, où nous ne regrettons que la trop grande agglomération des détenus. Bâtie pour recevoir 1.524 détenus, la maison réalise des perfectionnements inconnus jusqu'à ce jour, et la

1. Maxime du Camp. Paris, *Ses organes, fonctions, sa vie*, t. III, p. 302.

population qu'elle renferme est trop nombreuse et trop bigarrée pour que son voisinage fasse du bien aux enfants de la correction paternelle.

Conformément aux termes de la loi, les filles doivent être élevées sous une discipline sévère et employées à des travaux de leur sexe. La couture, la confection, la lingerie, le repassage occupent leurs nombreux loisirs, bien que dans plusieurs établissements réservés aux jeunes filles on ait essayé d'appliquer le fameux principe d'amendement par la terre, chose ici impossible puisqu'elles sont en cellule.

Presque toutes les filles envoyées en correction se composent de débauchées et de prostituées et nous croyons que pour elles il existe dès à présent un assez grand nombre d'établissements au régime sévère, à la surveillance constante et aux résultats satisfaisants. Pour les garçons, au contraire, les questions d'amendement et d'éducation paraissent surtout intéressantes tant par leur complexité que par les moyens employés depuis quelques années : aussi est-ce principalement de ce côté que nous dirigerons notre étude.

Maisons d'arrêt et la Petite Roquette. — « Le règlement sur les prisons prescrit que les enfants soient placés dans des quartiers séparés, il aurait dû dire dans des maisons spéciales en dehors du voisinage des condamnés ordinaires : c'eût été une excellente

chose » (1). C'est qu'en effet la loi de 1875 sur le régime cellulaire des prisons n'a pas encore reçu son application dans toute la province et la plupart des mineurs se trouvent mélangés les uns avec les autres, bien heureux quand ce n'est pas avec les adultes. On comprend sans peine que ce séjour les corrompe et ne leur soit rien moins que malfaisant.

Toutefois il est certaines prisons où l'emprisonnement cellulaire est observé et sur lesquelles nous pouvons raisonner avec certitude au sujet de la législation actuelle. Nous ne pouvons à cet égard prendre de meilleur type que celui de la prison de la Petite Roquette, où les mineurs de la correction paternelle ont leur quartier spécial et cellulaire.

Extérieurement la Petite Roquette est une véritable forteresse à l'aspect lugubre, bien faite pour effrayer les parents autant que les enfants. A l'intérieur, l'impression est triste : ce ne sont qu'étroits couloirs donnant sur de petites cellules peu spacieuses où la lumière ne pénètre que par une étroite fenêtre, solidement fermée. C'est avec effroi que l'on regarde ces bâtiments noircis, mal entretenus, projetant leur ombre les uns sur les autres et on se rappelle involontairement cette phrase de Quet : « Il n'y avait pas un coin ensoleillé dans les cours que leur nudité sombre vue des ponts faisait plutôt res-

1. Berthélémy. *Rapport au comité de défense des enfants traduits en justice*. Janvier 1899, p. 20.

sembler à des fosses de bêtes féroces qu'à des promenoirs d'enfants » (1). Pour égayer sa solitude, l'enfant est occupé à des travaux insignifiants : huit heures de travail, deux heures d'école, une heure de récréation, tel est le bilan de sa journée.

Les visites de l'aumônier, du directeur, quelquefois d'un membre de la Société de patronage, le parloir où de temps à autre ses parents peuvent venir le voir sont les seules distractions qui rompent la monotonie de sa vie habituelle.

L'instruction morale et religieuse est professée dans un amphithéâtre alvéo-cellulaire où les enfants entendent les leçons, assistent à la messe sans se voir les uns les autres. C'est là qu'ils entendent de la bouche du vénérable abbé Milliard les conseils suggérés par une longue expérience et par un dévouement que plus d'un détenu se rappelle avec reconnaissance (2).

1. A côté de la Petite Roquette fonctionne le patronage des jeunes adultes de la rue Saint-Maur fondé sur l'initiative de M. l'abbé Milliard et qui donne d'excellents résultats.

A leur sortie de la Petite Roquette, les jeunes gens sans emploi y sont reçus et apprennent un métier : c'est là aussi que les mineurs de la correction paternelle finissent leur temps de détention. On fait signer aux parents une demande en grâce avec engagement de leur part de remettre l'enfant en correction jusqu'à la fin du temps fixé par l'ordonnance, s'il ne donne pas satisfaction ou se fait renvoyer : c'est le seul usage pratique du droit de grâce que nous connaissions.

2. *En correction*, par Quet. Extrait de *l'Enfant*, 15 janvier 1907, page 48.

Tel est le sort brièvement exposé des enfants envoyés dans les établissements de l'état par mesure de correction.

Nous ne décrivons pas les colonies privées dans lesquelles on peut les envoyer, car le cas est très rare et l'étude de ces différentes colonies sortirait des limites que nous nous sommes tracées. Ces établissements sont très variés et diffèrent de beaucoup les uns des autres. Disons seulement qu'on tend de plus en plus à les considérer comme des établissements d'orthopédie morale et que le fameux principe de l'amendement de l'enfant par la terre reçoit une application chaque jour plus considérable.

Nous ne pouvons cependant terminer cette partie sans parler de la Maison Paternelle de Mettray : peut-être nous reprochera-t-on de nous étendre un peu longuement sur cet établissement unique dans son genre, mais après cinquante années d'existence, il est encore trop peu connu et les attaques calomnieuses dont il fut l'objet dans ces derniers temps nous font presque un devoir de prendre sa défense et de lui donner la place d'honneur qu'il mérite.

La Maison Paternelle de Mettray. — Les enfants auxquels cette maison est destinée n'ont jamais rien eu à démêler avec la justice, et appartiennent aux classes aisées de la société. Placés par leur situation au-dessus des difficultés matérielles de la vie, dans un milieu où se présentent rarement les tentations

qui entraînent vers le crime, ils n'en ont pas moins grand besoin d'une éducation nouvelle qui en les corrigeant les remette sur le droit chemin.

Située à côté de la colonie mais dans un bâtiment absolument séparé, la Maison Paternelle pratique le système de l'isolement. L'ensemble des cellules affectées aux pensionnaires forme un vaste corps de bâtiment situé derrière la chapelle. Disposées sur deux étages, chacune d'elles ouvre à l'intérieur sur une galerie circulaire où se tient en permanence le gardien prêt à répondre au moindre appel. A l'extérieur une large fenêtre donne au jeune homme l'air, et la lumière en quantité nécessaire. Les cellules sont presque toutes établies sur le même modèle, leur petit mobilier est simple, mais propre : un lit en fer, une table, quelques chaises, une bibliothèque avec des livres choisis, aux murs des gravures représentant les principaux faits de notre histoire et un crucifix aux pieds duquel le jeune reclus reprendra courage et confiance, car il ne faut pas l'oublier, à Mettray l'idée religieuse tient encore la place prépondérante et les résultats n'en sont que plus encourageants.

Ce n'est pas l'isolement dans toute sa rigueur : chaque jour l'élève reçoit la visite du directeur, de l'aumônier et de ses professeurs. Chaque jour aussi il fait avec l'un d'eux une promenade d'une heure au moins, pouvant être prolongée si sa conduite est

bonne, et même si ses parents le demandent, on on le mènera visiter les château de la Touraine : ce sera sa récompense. D'ailleurs, gymnastique, escrime, natation, équitation, rien n'est oublié.

Bien souvent les parents envoient à la Maison Paternelle pour y passer les vacances des enfants qui n'ont pas travaillé l'année précédente, mais le séjour est ordinairement plus prolongé, il dure suivant les cas de trois à six mois, parfois plus. Ce qui montre bien l'influence du système moral d'éducation adopté, c'est que malgré sa sévérité, certains élèves ont demandé d'eux-mêmes à faire un second séjour après de courtes vacances, se sentant incapables de résister aux entraînements de la vie en commun ou encore pour préparer un examen.

L'enseignement placé sous la direction d'un préfet des études est assuré individuellement à chaque élève par une quinzaine de professeurs dont les efforts sont presque toujours couronnés de succès.

Sans doute le prix n'est pas à la portée de toutes les bourses (1), mais les séjours sont ordinairement de courte durée. Les jeunes gens sortent de là transformés, si indisciplinés qu'ils pouvaient être auparavant, et un grand nombre occupent dans le monde la

1. 100 francs pour frais d'établissement plus 300 par mois sans les frais.

situation élevée que leur naissance ou leur fortune leur ont assignée.

Pour ménager leur amour-propre et celui de leurs familles, les précautions les plus minutieuses sont prises en vue de cacher leur identité. Dès leur arrivée les enfants quittent leur nom de famille et le changent contre un nom de baptême et un numéro d'ordre, aucune trace matérielle de leur passage n'est conservée dans les écritures et ils ne s'aperçoivent jamais, même à la messe où une disposition ingénieuse de leur cellule leur permet d'assister sans se voir. Dans leurs promenades quotidiennes sous la direction d'un professeur, les dispositions sont prises pour qu'ils ne se rencontrent pas, si habiles que deux frères ont été voisins de cellule sans s'en douter.

Le Livre d'or de la Maison Paternelle nous montrerait, si nous en avions la place, les relations affectueuses qui s'établissent par la suite entre maîtres et élèves. Il y a quelques années un officier parcourait la Touraine en voyage de noces, et alla visiter avec sa jeune épouse la Maison Paternelle de Mettray. Arrivé devant l'une des cellules, il se retournait avec émotion vers sa compagne et lui disait : « C'est ici que j'ai gagné mes épaulettes et que je suis devenu moins indigne de vous. » Cet exemple n'est pas le seul, des généraux, des industriels, des politiciens sont sortis de Mettray et actuellement encore si l'on

pouvait scruter le fond des cœurs, on verrait chez certains officiers supérieurs dont l'armée française peut s'enorgueillir à juste titre, un sentiment de reconnaissance pour l'institution qui leur permet d'atteindre de si hautes destinées.

Il est triste de dire que cette institution philanthropique a trouvé des détracteurs et des ennemis.

Certains la regardent comme une maison de séquestration où les pratiques sont attentatoires à la liberté individuelle. D'autres auraient voulu qu'on ne put accepter aucun enfant sans une ordonnance délivrée en bonne forme par le président du tribunal : nous ne reviendrons pas sur cet événement qui a défrayé pendant plusieurs mois les conversations de la Touraine ; quand on a vu le dévoué directeur et son vaillant personnel à l'œuvre, les accusations ne peuvent rester et d'ailleurs des consultations données sur la question par les plus éminents spécialistes ont rendu confiance à la Maison Paternelle et lui promettent encore de beaux jours à vivre.

La Maison Paternelle ne séquestre pas l'enfant, puisqu'il est en contact permanent avec des professeurs ; d'autre part elle n'appartient pas à l'Etat, ne relève pas de l'administration et joue le rôle d'une institution privée et pédagogique payante, à régime sévère. Elle a par conséquent sa liberté et peut accepter les enfants confiés par leurs parents, sans aucune ordonnance du tribunal.

Ce qu'il y a de regrettable dans ces fausses accusations, c'est de voir la politique envahir un terrain qui devrait rester neutre et un parti ne doit pas assouvir sa haine contre certaines personnalités en menaçant l'existence d'une œuvre à laquelle elles se consacrent avec le plus noble désintéressement.

Puisse le colonel Lorenzo, directeur de la Colonie et de la Maison Paternelle de Mettray, recevoir l'expression de notre profonde et sincère gratitude pour la visite intéressante et les renseignements si précis qu'il a bien voulu nous communiquer.

TROISIÈME PARTIE

Critiques et réformes

CHAPITRE PREMIER

LE RÉGIME CELLULAIRE

Le régime cellulaire est la caractéristique de la correction paternelle et l'isolement auquel l'enfant se trouve soumis l'assimile aux condamnés de droit commun. « Le soldat qui commet une faute d'indiscipline se voit aussi puni de prison ; la prison militaire est une rigueur mais elle ne comporte aucune infamie et de fort honnêtes gens y sont passés. Mais c'est dans la prison infamante, dans celle où se mettent les voleurs et les escrocs qu'on incarcérera l'enfant par voie de correction paternelle » (1). Certes, ce n'est pas aujourd'hui la première fois que la question se pose. Un célèbre juriconsulte des Pays-Bas, messire Josse de Damhoudère racontait en 1573 dans sa *Pratique judiciaire ès causes criminelles* : « Que d'excellents pères, après avoir vainement usé vis-à-vis d'enfants désobéissants, oisifs et capricieux, de

1. Rapport Berthélémy, 1899, p. 13.

toutes les admonestations, châtimens et corrections paternelles se décidèrent à commettre le salut de leurs enfans, quasi à l'arbitre de la fortune en les envoyant aux galères pour deux, trois ou quatre ans. » L'auteur affirme qu'il a vu cette mesure qu'il attribue à bénignité plutôt qu'à sévérité paternelle produire un efficace et salubre effet. Mais il a soin d'ajouter aussitôt : « Si quelques-uns de ces enfans ont amendé leur vie et même sont parvenus aux plus grands états et dignités, il le faut certainement attribuer à la Providence divine et à la miséricorde de Jésus-Christ, vu que pour la plupart des autres, tant s'en faut, qu'ils s'amendent aux galères, ils deviennent encore plus méchans dont il ne faut s'émerveiller vu qu'ils ont si longtemps conversé avec les mauvais selon que dit le prophète David » (ps. 17). « Tu seras saint avec le saint et avec l'innocent tu seras innocent et avec l'élu tu seras élu et avec le mauvais tu seras perversi (1). »

Je crois que nos criminalistes feraient bien de méditer ces paroles un peu vieilles mais pleines de bon sens pratique. Si vous soumettez au même régime l'enfant qui n'est qu'un indiscipliné, un paresseux et celui dont la perversité s'est déjà traduite

1. Académie des sciences morales et politiques, 1893. — Adolphe Guillot. *L'enfant vagabond et l'école de préservation*, p. 129.

par des actes délictueux ou criminels, le même effet se produira et les éléments mauvais l'emporteront sur les bons. Qu'un père de famille corrige un enfant en vue de son éducation, soit, tout le monde l'admet. Il pourra même confier cette mission à l'Etat, en reconnaissant lui-même l'impuissance de son autorité, mais appeler la force publique et faire traiter son fils comme un malfaiteur, c'est une injustice. L'enfant ne doit pas être châtié, s'il n'a pas commis de délit répréhensible : ses mauvais instincts, ses tendances pernicieuses ne peuvent entraîner de châtiement, ce ne sont pas des actes, l'auteur n'a pas agi et n'agira peut-être jamais.

Il faut un régime spécial pour redresser cette volonté qui se trouve attirée vers le mal et pour corriger ce caractère, c'est une *éducation nouvelle* qui est nécessaire à cet enfant mais loin de tout contact pernicieux, à l'abri du voisinage des adultes. Voilà bientôt deux cents ans que la question cellulaire a été mise à l'ordre du jour et depuis l'ouverture à Florence par l'abbé Filippo Frani du premier établissement de ce genre, on se demande s'il répond bien aux services qu'on en attend.

*
* *

La cellule n'est plus comme autrefois un trou plus ou moins noir, baptisé suivant les époques de diffé-

rents noms et dont l'appellation suscite chez nos contemporains un mouvement d'horreur et de répulsion. On visite encore dans les châteaux du moyen âge des cachots où aucune lumière spirituelle, aucun visiteur, aucun livre ne pénétraient. Le misérable détenu languissait dans l'oisiveté et l'ennui, grelottait l'hiver, au milieu de ses propres immondices, à peine vêtu, mal couché et point nourri.

Actuellement les choses ont bien changé, les cellules sont claires, propres et assez grandes, chauffées en hiver, ventilées en été. Cependant nous nous hâtons de mettre à part la Maison Paternelle de Mettray (1). L'isolement exigé par la loi est sans doute observé puisque chaque enfant est séparé des autres mais combien différent de la cellule de la maison d'arrêt ordinaire, l'appartement élégant et confortable, garni de gravures dont jouit le mineur interné. Si à cet avantage on ajoute bonne nourriture, éducation soignée, distractions honnêtes, promenades, livres, on comprend que le nom seul de cellule s'y

1. Nous la mettons d'autant plus à part qu'elle fut pendant longtemps considérée à tort comme une maison où l'on internait les enfants conformément aux articles 376 et suiv. Ce n'est qu'une pension indépendante au régime sévère comme nous l'avons vu. Toutefois ceux qui ne partagent pas cette manière de voir la regardent comme une exception au régime ordinaire des prisons, ce qui explique les quelques lignes que nous lui consacrons actuellement.

trouve et que ce n'est qu'un internat sévère à l'usage des jeunes gens de familles riches. Bien des pauvres s'accommoderaient fort bien d'un pareil internat et sauf les communications et les jeux avec les camarades, la Maison Paternelle offre à ses pensionnaires un bien-être inconnu aux internes des anciens collèges de Paris.

Ce n'est, avons-nous dit, qu'une exception : toutes les prisons ne lui ressemblent guère. On a bien proposé pour solutionner la difficulté de construire des Mettray à bon marché. La chose pour n'être pas impossible n'en serait pas moins très délicate et un Mettray bon marché ne rendrait pas les mêmes services sans compter que la construction serait très onéreuse pour l'Etat, et l'administration ne pourrait avec des sommes infiniment moindres surveiller, éduquer, et instruire ses enfants comme on le fait à Mettray. Et si des jeunes gens de famille ont été remis dans le droit chemin, leur éducation n'était pas à refaire, ils n'étaient pas gangrenés jusqu'à la moelle comme ces petits vauriens que les parents se reconnaissent impuissants à maîtriser. La plupart ne savent ni lire ni écrire, habitués à courir les rues seuls ou en compagnie, et le régime de Mettray ne les convertirait pas : il peut réussir lorsque l'éducation est réservée à des fils de famille, précisément parce que c'est une éducation supérieure qui s'adresse à des intelligences déjà suffisamment cultivées. Les

enfants peuvent être occupés avec des questions élevées, des auteurs classiques latins ou grecs, qui ne laisseront jamais leur intelligence inactive mais de petits paysans, de simples fils d'ouvriers avec une culture très ordinaire entre les quatre murs d'une cellule ne pourront arriver aux mêmes résultats.

Revenons donc aux cellules construites dans les maisons d'arrêt, où l'enfant doit rester conformément aux termes de l'article 30 du décret du 11 novembre 1885, soumis à l'isolement de jour et de nuit pendant le temps fixé par l'ordonnance, c'est-à-dire pendant six mois parfois. Sans doute, les cellules construites selon les exigences modernes sont claires, propres et grandes. Le soleil, l'air, la lumière, la chaleur ne sont pas refusés aux détenus. La plupart sont bien, mais dans plusieurs des villes de province la loi de 1875 est restée lettre morte. Cependant à part cette lacune et dans cette moyenne conception de l'emprisonnement, la cellule a bien des partisans.

Le régime cellulaire permet de suivre l'enfant de près et l'isolement complété par les exhortations du directeur, de l'aumônier, par de bonnes paroles venant du dehors peut accomplir une œuvre vraiment moralisatrice. La cellule au dire des médecins ne serait pas davantage un obstacle au développement intellectuel, moral, physique et professionnel de l'enfant. Le D^r Motet écrivait lors de l'enquête de

1885 « nous n'avons pas un seul enfant qui en ait souffert (du régime cellulaire) ». M. l'abbé Crozes disait également « je ne connais pas d'écoles où les enfants fassent plus de progrès qu'en cellule, l'apprentissage est très facile, on forme à la Petite Roquette de très bons ouvriers, des ciseleurs, des corbonniers ». (1) La cellule serait donc, d'après quelques-uns, le régime qui convient le mieux à l'enfant, surtout pour celui de la correction paternelle dont le séjour s'étend au maximum à six mois. Loin d'être l'instrument de torture qui nécessairement doit rendre fou et anémique, elle pourrait en même temps éviter à l'enfant le contact d'autres personnes plus corrompues que lui et le préserver des défauts physiques et moraux qu'il ne pourrait que retirer de leur fréquentation.

Après les témoignages aussi positifs que ceux que nous venons de citer, nous ne chercherons pas à nier que les arguments en faveur de la cellule sont des plus séduisants.

Sans doute, l'enfant peut faire de salutaires réflexions pendant ses longues heures de solitude et d'inaction, car les petits travaux presque purement manuels auxquels on l'occupe ne suffisent pas à l'absorber. Il compare le foyer qu'il a momentanément

1. R. P., 1892, p. 778. — *Du système d'isolement*, par Rivière.

ment perdu à la prison où sa mauvaise conduite l'a fait enfermer et si ses parents n'étaient pas la cause immédiate de son malheur actuel, peut-être pourrait-il alors ressentir un sincère et sérieux repentir.

Mais ces bonnes résolutions sont neutralisées par le sentiment d'irritation qu'il éprouve contre son père d'abord, qu'il rend responsable de tout ce qu'il souffre pendant sa détention, puis contre la société qu'il accuse d'avoir pris parti pour son père. S'il est d'un naturel violent il aura le désir de se venger par un redoublement de méchanceté à sa sortie de l'établissement ; s'il est plutôt apathique on pourra peut-être obtenir de lui une sournoise apparence de résignation et de douceur mais celle-ci disparaîtra bientôt quand il se croira à peu près certain de l'impunité (1). Dans son imagination puérile, l'enfant sera frappé de cet excès de rigueur, il augmentera la portée de ses actes et se croira déshonoré pour toute sa vie. Bien plus il se croira peut-être sur la pente du crime et s'il espère sortir, c'est avec l'éventualité possible de revenir à la prison. Pour lui aucune différence entre le quartier où il se trouve et la prison voisine qui fait corps avec la sienne ou même qui n'en est séparée que de quelques kilomètres. Sur les cahiers d'un élève de Saint-Hilaire on trouvait naguère un dessin représentant l'école où il

1. G. Tomel et H. Rollet. *Enfants en prison*, p. 254.

se trouvait et la maison centrale de Fontevrault avec cette légende explicative « où je suis, où j'irai » et plus loin « vivent les quatre cadrans » (1). Les résultats pratiques sont d'ailleurs connus dans le public et quand on dit à certains parents, disait M. Bonjean, que leurs enfants ne peuvent être envoyés qu'à la Petite Roquette, aussitôt ils retirent leur demande en disant : « Je ne veux pas de cela, car j'ai un de mes voisins qui a mis là son enfant et cet enfant est sorti pire qu'avant (2). »

Il peut se faire aussi que l'enfant quitte sa cellule avec un sentiment de regret pour les jours passés loin de ses distractions habituelles, mais où le confortable était supérieur à celui qu'il avait ordinairement et c'est avec plaisir qu'il reverra les murs de sa cellule : dans ce cas encore l'internement ne produit pas son effet.

Bien que l'isolement soit aussi complet que possible, la corruption n'en est pas totalement écartée, des criminels eux-mêmes l'ont reconnu à la fin de leur carrière et l'ingéniosité des enfants se plaît à déjouer les efforts les plus habiles des architectes pour les isoler. C'est ainsi qu'à la Petite Roquette, trop faibles pour percer les murs épais avec des vrilles, les jeunes détenus se servent pour converser des

1. *R. P. A travers l'Europe*. d'H. Joly, p. 62.

2. *R. P. Rapport*. Bonjean, p. 11.

tuyaux destinés généralement à des usages moins inodores et je passe sous silence les conversations qui peuvent s'échanger par ce téléphone d'un nouveau genre (1).

On est de plus généralement d'accord sur ce point que le redressement des mauvais instincts, des penchants vicieux, ne peut s'obtenir que par une action persévérante et continue. Ce n'est pas en six mois que l'on peut changer un caractère et le demander à l'Administration pénitentiaire serait une exigence par trop ironique.

Aux yeux de la Société l'enfant dont nous nous

1. Guillot. *Prisons de Paris*. Dans une lettre pleine de regrets amers un jeune homme qui allait être condamné à mort rappelait à ses parents que sa vie mauvaise s'était aggravée à la suite de son emprisonnement à titre de correction paternelle.

Georges Kaps, jeune assassin condamné à mort écrivait quelques jours avant son exécution. « Ce séjour à la Petite Roquette ne m'a pas été profitable. Du reste tout le monde sait que quand on y a été une fois, on y retourne. Bien qu'on soit en cellule, on se voit en venant à l'école, à la promenade et on se communique bien des choses. »

Bien qu'ayant leur quartier spécial, les mineurs à la Petite Roquette ont été pendant longtemps entourés d'un monde des plus bigarrés ; « contrevenants, patrons de garnis borgnes, adultes de seize à vingt et un ans ; sans doute il n'y a aucune communication mais les petits les sentent et ce sera le trait d'union pour l'avenir », p. 333.

occupons n'est pas encore coupable, il n'a pas commis officiellement d'actes réprimés par la loi, ni de méfaits dont on puisse lui demander compte ou du moins il est regardé comme tel grâce à la bienveillance de certains juges qui tâchent de lui éviter la flétrissure d'une condamnation, c'est même sa différence extérieure avec les mineurs de l'article 66. Différence bien superficielle car dans la pratique non seulement les deux catégories se fondent et l'œil du public n'y verrait aucune nuance, mais les mineurs de la correction paternelle sont parfois les plus mauvais de nos institutions pénitentiaires et l'accord des directeurs est unanime sur ce point. Si pour les seconds on estime nécessaire de leur imposer un séjour prolongé dans un établissement pénitentiaire souvent jusqu'à vingt et un ans, comment peut-on espérer quelque amendement des premiers en les internant six mois ?

La paresse, l'esprit de révolte, l'humeur aventurière peuvent être atténués, mais un emprisonnement de quelques semaines ne peut faire perdre à l'enfant les habitudes contractées depuis plusieurs années et encore moins lui inculquer des principes de direction pour son existence.

Ce délai de six mois n'est qu'un maximum, déjà insuffisant par lui-même et souvent en pratique abrégé par la faible volonté d'un père : ce qui a donné lieu à bien des critiques contre le droit de

grâce que nous avons traité dans la partie précédente.

La correction est donc actuellement inefficace et insuffisante au triple point de vue du lieu d'internement de la méthode et de la durée.

La prison et la cellule ne sont pas aussi salutaires à l'enfant que certains voudraient le dire ; quant à la durée de six mois, si nous avons fixé une limite minima au-dessous de laquelle le droit de grâce ne peut s'exercer, c'était pour ne pas enlever complètement au père l'un de ses droits les plus sacrés : celui du pardon, mais en principe nous nous prononçons pour la durée indéterminée.

Un régime où l'enfant resterait plus longtemps soumis à une influence bienfaisante, un séjour prolongé dans un intérieur spécial apte à le réformer lui seraient à coup sûr profitables.

La corruption en serait-elle la conséquence nécessaire ? Nous ne le croyons pas, les mineurs se valent les uns les autres en général, et nous avons vu ce qu'il faut penser de la Petite Roquette où cependant des précautions sérieuses sont prises en vue d'isoler les détenus ; il est fort à craindre que plus d'une maison d'arrêt ne lui ressemble et ne soit pour ses pensionnaires une cause de démoralisation encore plus profonde.

Rareté de la correction paternelle. — Après les critiques nombreuses que nous venons d'adresser à

la législation actuelle, il n'y a plus lieu de s'étonner du peu d'application de la correction paternelle, elle est, on peut le dire, absolument inappliquée. Trop facilement employée par les mauvais parents, elle paraît ignorée par l'ensemble de la population.

La moyenne des ordonnances qui atteignait il y a quelques années 1.200, est actuellement un peu remontée après avoir bien diminué. Il existe des ressorts comme ceux d'Agen, de Riom où aucune ordonnance n'est rendue dans l'année, c'est à peine si l'on en trouve une de temps en temps dans certains autres comme Pau, Amiens, Chambéry. Sur le total des ordonnances, Paris en fournit à lui seul plus des deux tiers; en réalité il n'est fait usage de la loi que dans les grandes villes et les principaux centres industriels (1).

A Paris les ordonnances qui de 573 en 1892 étaient tombées à 473 en 1896 sont remontées à 769 en 1905. Faudrait-il l'attribuer à l'énergie des parents qui se décident à sévir ou à une recrudescence de l'immoralité infantine ? Non, l'ensemble des ordonnances pour toute la France n'a pas augmenté dans les mêmes proportions, nous devons trouver les

1. En 1905, dernière année dont nous possédons les statistiques, sur 1.016 ordonnances rendues pour la France, 769 l'ont été à Paris. *Statistique de la justice civile*, année 1905, p. 52.

causes de cette légère augmentation dans le dévouement du tribunal de la Seine qui s'occupe de cette question avec un grand intérêt, dans les pratiques qu'il a introduites et que nous avons signalées plus haut. D'autre part un grand nombre de ces ordonnances ne servent aux parents que de moyen d'intimidation, leur permettant d'obtenir par la menace de l'exécution plus de docilité ou de soumission de la part d'un enfant rebelle (1).

Sur 3.067 enfants détenus pénalement au commencement de 1906 dans nos colonies pénitenciaires et nos maisons d'arrêts, on comptait à peine 63 détenus par voie de correction paternelle et dans certains ressorts où on compte 200 pour 1.000 des enfants criminels, on ne voit aucun cas de correction paternelle (2).

Au 31 décembre 1905 il y avait dans les établissements publics et privés : 23 filles ; dans les maisons d'arrêt, 34 garçons et 6 filles ; au total : 63 (3).

Ces chiffres sont la population moyenne quotidienne des mineurs internés à la suite d'ordonnances des présidents, à la requête des parents.

1. En 1905 sur 769 ordonnances rendues par le président du tribunal de la Seine, 432 ont été exécutées. *Statistiques pénitentiaires*, p. 172, 174, 272.

2. *R. P.*, 1893. Avril, 482.

3. *Statistiques pénitentiaires du Ministère de l'Intérieur*, 1905, p. 164 et suiv., 277 et suiv., 311

Sans doute si on considère le nombre des entrées pendant toute une année ce chiffre peut être double ou triple, (1) puisque les mineurs de seize ans ne subissent qu'un internement d'un mois et ceux au-dessus de seize ans un internement de six mois, mais d'autre part un certain nombre d'enfants sont l'objet de plusieurs internements ou figurent à la fois sur les contrôles de la Roquette et des colonies pénitentiaires. Par rapport au nombre des enfants vicieux ou insubordonnés vis-à-vis desquels les parents ou tuteurs auraient pu ou du requérir l'internement, les nombres ci-dessus sont peu élevés. On s'en rendra compte si on se reporte au chiffre des arrestations opérées chaque année pour vagabondage, et menus délits (environ 1.800 rien qu'à Paris) et au chiffre des enfants de l'article 66. Ces derniers chiffres auraient certainement diminué dans des proportions considérables, si les parents avaient usé de leurs droits et s'étaient décidés plus tôt à sévir contre leurs enfants.

La correction paternelle est un remède inusité et le fait est d'autant plus regrettable qu'elle est considérée à tort par la majorité des parents comme un remède répressif. Il est presque toujours trop tard

1. En 1905, 181 filles et garçons sont entrés dans les colonies pénitenciers et 385 dans les maisons d'arrêt pour subir la correction paternelle. *Statistiques pénitentiaires*, par Grimanelli pour l'année 1905, p. 176, 274, 290.

quand les enfants sont internés et le régime ne peut avoir d'action efficace.

En attendant de remuer l'opinion publique et de décider les parents à se montrer plus énergiques ce qui ne peut se faire que par une éducation de la masse, il convient maintenant de parler des réformes nécessaires. Il y a déjà plusieurs années que le principe a été clairement posé au Congrès d'Anvers en 1850 : « L'emprisonnement par voie de correction paternelle doit être supprimé. »

Depuis lors, nombreux sont les congrès qui s'en sont occupés : le Congrès du Patronage des libérés de Lille en 1898, le Congrès International de Paris en 1900, celui de Rouen en 1905 ont parlé des modifications que devrait subir notre législation.

Nous n'aurions garde également d'oublier les projets si précis de MM. Berthélemy (1), Bonjean (2) qui nous ont souvent servi de guides pour formuler nos critiques. Enfin la Société des Prisons par la voix de spécialistes éminents tels que MM. Joly (3) et Brueyre (4) a exprimé sur la question ses vœux les plus ardents et si le régime actuel ne répond plus aux

1. Comité de défense des enfants traduits en justice, janvier 1899, p. 29 et suiv.

2. Bonjan. *Enfants révoltés, parents coupables* et *R. P.*, 1895, p. 23.

3. *R. P.*, 1894, p. 170. Rapport Joly.

4. *R. P.*, 1893, p. 468. Rapport Brueyre.

nécessités présentes, par quoi devons-nous le remplacer ? Que faire des enfants, si les maisons d'arrêt ne doivent plus les recevoir ? Où les mettre ? C'est ce que nous allons étudier (1).

1. Nous avons raisonné dans ces quelques lignes, en nous basant sur les statistiques officielles et en les supposant exactes. Cependant il convient d'émettre des réserves à ce sujet et comme d'autres plus compétents l'ont constaté avant nous, il n'est pas rare de trouver certaines différences qui rendent impossible toute conciliation et sont loin d'éclaircir le sujet que nous traitons. (V. Berthélemy, Rapport 1899, p. 14.)

CHAPITRE II

Au début de ce dernier chapitre, et de cette partie toute spéciale, nous ne voulons pas nous faire illusion sur les difficultés qui se présentent. Après avoir critiqué la législation actuelle, le moment est venu d'élaborer un système qui permette d'espérer de meilleurs résultats. Le problème est délicat et a déjà tenté plus d'un philanthrope : poser les bases d'un nouveau régime, rechercher si son application doit résulter de la transformation et de l'amélioration de quelqu'une de nos institutions pénitentiaires ou au contraire voir s'il s'agit d'innover : voilà un programme peut être bien hardi. Mais nous espérons que l'on tiendra compte de nos bonnes intentions et de l'ardent désir que nous avons de faire une œuvre utile au relèvement général de l'enfance.

Nous avons blâmé le Code civil dans le pouvoir arbitraire qu'il laissait au père, et dans la possibilité qu'avait ce dernier de faire détenir son enfant en prison.

« Mettre les enfants de la correction paternelle avec les voleurs et les assassins, disait récemment

Enrico Ferri à la Société des Prisons, c'est faire une monstruosité. » (1)

Nous sommes entièrement d'accord avec le député italien et nous estimons que si le régime pratiqué en prison n'est pas profitable à l'enfant, le voisinage qu'il y rencontre est des plus pernicioeux : il faut substituer une éducation beaucoup plus longue où l'on puisse étudier l'enfant et le corriger.

Tout d'abord nous ferons remarquer que les indisciplinés, les révoltés, les sujets de la correction paternelle en un mot offrent une infinité de types très différents les uns des autres : depuis l'enfant chétif, victime des passions de son père jusqu'au jeune vaurien rebelle à toute instruction et à toute espèce de discipline, on comprend qu'il y ait une gamme de nuances dont les traitements ne soient pas identiques. Dans la grande majorité des cas, les mineurs de la correction paternelle ne valent pas mieux que ceux de l'article 66, mais on ne peut y voir une règle absolue. Dès lors pour ces enfants si variés, pour ces caractères si divers ne faudrait-il pas mieux chercher un spécialiste habitué à les examiner, un tempérament à la fois ferme et patient pouvant consacrer plus de temps à les étudier et dont l'expérience pourrait mieux décider du régime à adopter ? Assurément, ce serait une excellente

1. *R. P.*, 1900, p. 237.

chose. Les Américains l'ont compris depuis longtemps et ont créé des magistrats spécialisés dans leurs *tribunaux pour enfants*, les résultats n'ont pas été des moins satisfaisants et ils sont loin d'avoir à regretter cette innovation. Je ne saurais dire que nous sommes restés totalement étrangers au mouvement, et des essais de spécialisation ont été tentés au tribunal de la Seine. Mais notre imitation n'est qu'une pâle copie de la méthode américaine : ce n'est pas à dire que nous voudrions l'implanter en France avec tous ses rouages, nous n'en voulons que les qualités et pour les avoir il nous reste encore de longs espaces à franchir. C'est donc du côté des tribunaux pour enfants que nous voudrions diriger la correction paternelle. Ce ne serait pas pour les traduire devant le juge comme les autres petits inculpés, mais pour profiter des conseils d'un vieux magistrat et de son expérience.

La réforme serait heureuse et la correction paternelle rentrerait dans la compétence véritable du juge, dans ses occupations ordinaires. Les magistrats chargés actuellement de ce service remplissent leurs fonctions avec dévouement, mais le service de la correction paternelle n'est qu'un accessoire dont ils ne peuvent s'occuper avec autant de zèle qu'ils le désireraient. Le fait même de porter l'affaire devant le président du tribunal, bien que ce soit dans les formes les plus simples lui donne une importance

funeste à l'enfant. Pour le moment où le changement n'est pas accompli, d'excellents magistrats pour nos mineurs seraient les juges de paix au courant des affaires de famille et de ces interrogatoires intimes, aussi nous semblent-ils tout désignés pour recueillir la succession des présidents le jour, où elle sera vacante.

Une fois l'enfant interrogé et la conviction du juge faite, bien des solutions peuvent se présenter. En principe nous nous sommes prononcés pour un régime plus long où l'éducation mal commencée pourrait être reprise en quelque sorte sur une nouvelle base. Mais avant d'en arriver à cette éducation progressive, il est deux moyens sur lesquels nous ne nous étendrons pas puisque leur développement appartient à d'autres cadres, mais que nous ne pouvons omettre : ce sont la mise en liberté surveillée et le placement familial.

Mise en liberté surveillée et placement. — La *mise en liberté surveillée* est aussi d'importation américaine et fonctionne à Paris sur une modeste échelle, mais il nous semble que ce n'est pas une raison pour la refuser aux mineurs de la correction paternelle. Ce système consiste à laisser le mineur au sein de sa famille sous la surveillance du tribunal, c'est une sorte de mise à l'épreuve dont il bénéficie. Un délégué commis par le juge a la mission de suivre l'enfant de très près et de rédiger un rapport sur sa

conduite environ tous les quinze jours. En Amérique une audience spéciale a lieu également aux mêmes intervalles, tous les pupilles y comparaissent, le juge les blâme ou les approuve suivant les cas et les encourage à persévérer (1).

Ce système dont l'application s'est très peu répandue en France et qui en tout cas n'a pas d'existence officielle, ne rencontre pas généralement un accueil favorable dans le monde juridique et criminaliste. Nous n'avons pas à répéter les critiques qui sont faites à son égard, mais le jour où son importance augmenterait, le magistrat chargé de la correction paternelle ou le juge pour enfants, si les deux fonctions sont réunies, aurait certainement l'occasion de l'appliquer parmi les types d'enfants si variés qu'on amène chaque semaine devant eux.

Etant donné la perversité des mineurs que nous étudions, cette méthode ne rencontrera jamais un emploi constant mais l'éventualité de sa mise en pratique nous autorisait à en parler.

Il en est de même du *Placement familial* dont l'Assistance du département de la Seine se sert chaque année pour 4 ou 5.000 de ses enfants. Indépendamment des avantages pécuniaires de cette combinaison, la vie de famille qui est la vie normale de la Société est sans pareille pour élever et éduquer les

1. Demangeot. *Innovations récentes*, 1907, p. 37 et s.

enfants. Sous l'influence de soins attentifs, de conseils dévoués, de bons exemples, loin de toute contagion, l'enfant peut revenir au bien et reprendre les habitudes d'ordre et de travail qu'il avait abandonnées.

Mais il ne faut pas s'illusionner sur la valeur de ce procédé qui ne conviendra également qu'au très petit nombre, un enfant pris d'une autre façon que par ses parents pourra changer, mais un enfant déjà vicieux ne s'amendera pas. Ce n'est pas par un sentiment de philanthropie que les paysans vont accepter un inconnu, ils sont guidés avant tout par l'espoir du bénéfice qu'ils pourront en retirer et ce sera une spéculation entièrement étrangère au but proposé.

L'Union Française dirigée par M. Rollet pratique souvent avec succès des placements de ce genre. Mais quand un enfant a grandi dans l'abandon jusqu'au moment où ses désirs deviennent personnels, où ses projets et ses rêves prennent consistance, ce n'est pas le paysan qui sera un éducateur assez affiné et assez savant pour redresser cette nature vicieuse. Le placement familial « le Boarding out system » présente en lui-même de sérieux avantages et personnellement nous serions heureux de le voir appliqué le plus souvent possible : il est à lui seul insuffisant parce qu'inapplicable à certaines natures

et impossible à généraliser, il devient dans certains cas inefficace dans ses résultats.

Si nous l'avons cité ainsi que la liberté surveillée, c'est que nous n'avons voulu négliger aucune des solutions qui peuvent intervenir et nous estimons qu'il y a des circonstances où le juge pourra s'en servir.

Il faut donc qu'à côté de ces méthodes d'éducation se place pour les mineurs vicieux et corrompus un procédé au régime plus sévère qui tout en revêtant un caractère familial fasse sentir à l'enfant le poids d'une autorité plus stricte et d'une discipline rigoureuse : il faut un internat plus ferme où l'enfant surveillé de plus près soit traité peut-être plus en malade qu'en coupable, mais puisse avoir plus de chance de sortir de là guéri et transformé.

Placement scolaire. — Si la prison est inefficace, si le placement familial est insuffisant, le parti que nous devons prendre consistera à placer les enfants dans des établissements spéciaux répondant aux vœux que nous avons formulés, où l'éducation en commun sera pratiquée.

Nous avons actuellement en France bien des maisons pour le relèvement de l'enfance : les unes dépendant de l'administration, les autres créées par l'initiative privée, mais peu nous importe cette distinction ; ce qu'il est important de connaître, c'est le but des institutions, la base de leur système, les moyens

qu'elles emploient pour éduquer l'enfant et leur convenance au traitement des mineurs que nous étudions : c'est à ce point de vue que nous allons parler des colonies pénitenciaires et des écoles de réforme.

Les *colonies pénitenciaires* (1) reçoivent les mineurs que leur envoient les tribunaux et les soumettent à un régime éducateur et répressif. Leur clientèle se compose des enfants acquittés comme ayant agi sans discernement, des condamnés aux peines s'élevant jusqu'à deux ans, etc.

Pendant leur séjour à la colonie, on leur apprend un métier, leur temps se passe entre l'étude, le travail manuel, la vie au grand air : en un mot la prison a fait place à une école. Toutefois si la colonie pénitenciaire diffère totalement de la prison, il serait inexact de dire qu'elle cherche principalement à éduquer l'enfant. Sans doute on prend soin des pupilles matériellement et moralement, mais ces soins ne deviennent pas la préoccupation tellement constante des dirigeants qu'il faille considérer ces

1. Les principales colonies publiques sont : Aniane, Auberville, Belle-Ile, les Douaires, Saint-Maurice, le Val d'Yèvre, Eysses (correctionnelle).

Les colonies privées sont : Bar-sur-Aube, La Loge (Cher), Bologne (Haute-Marne), Mettray, Saint-Joseph dans la Haute-Vienne, Le Luc (Gard), Sainte-Foy (Dordogne), La Couronne (Charente).

établissements plutôt en maisons de malades qu'en lieux de réclusion. Les résultats obtenus peuvent être bons, on pourrait en avoir de meilleurs, comme on en a vu de pires.

Il existe de nos jours un second genre d'établissements, très peu nombreux (1) et qui n'en sont pas moins intéressants à signaler puisqu'ils appliquent les derniers principes de la science pénitentiaire et donnent des résultats satisfaisants : ce sont les *écoles de réforme*.

L'Ecole de Réforme est un mot dont la signification a souvent varié et actuellement encore bien des sens lui sont attribués. On y a vu des établissements de l'Assistance publique destinés à corriger les pupilles difficiles ou vicieux (L. 28 juin 1904). L'administration pénitentiaire entend par ce terme les maisons d'éducation destinées aux jeunes détenus âgés de moins de douze ans comme l'école Saint-Joseph, près de Limoges, celles de Saint-Eloi et de Saint-Hilaire. D'autres voudraient baser une sélection sur l'âge et la moralité de sorte que l'école de réforme recevant de plein droit les enfants âgés de moins de douze ans serait pour les plus âgés un quartier dont la bonne conduite leur permettrait l'accès. Nous n'avons pas l'intention d'insister sur ces différentes

1. Comme l'école Saint-Louis près de Bordeaux, Orgeville, Fontgombault, Sacuny, Brignay, etc.

controverses qui ont été bien souvent développées dans l'enceinte de doctes assemblées. La question se ramène à un simple problème de technologie dans les détails duquel nous ne voulons pas entrer. Comme le disait en 1899 M. Puybaraud à la commission du ministère de l'Intérieur, ce que nous devons faire, c'est *élever* les enfants. L'appellation des institutions est indifférente, il nous semble que le principal est qu'elles puissent répondre aux besoins de l'époque actuelle et nous croyons, que si nous possédons quelques écoles de réforme, en revanche nos colonies pénitentiaires, loin d'être actuellement déjà pour les jeunes gens de l'article 66 des établissements modèles, le sont encore moins pour ceux de la correction paternelle. Sans doute ce serait mieux de séparer les deux catégories, mais il faut d'abord approprier le régime de ces maisons aux circonstances présentes, le rendre plus utile et plus efficace.

Nous pourrions élargir le débat et parler de l'Ecole de Réforme en général : ce n'est pas l'endroit. Traitant la correction paternelle, nous ne pouvons avoir la prétention d'épuiser les sujets connexes qui s'y rattachent. Ce que nous dirons s'adresse donc surtout aux mineurs que nous étudions. Nous ne voulons pas tracer les plans de la future école où on devra les interner, école de réforme si on veut l'appeler par son nom, nous parlerons de ses grandes lignes, des principales qualités qu'elle devra avoir

et nous dirons plutôt les dangers de nos colonies actuelles en montrant ce qu'elles doivent avoir en moins ou en mieux pour recevoir utilement les enfants qui nous intéressent.

Il est tout d'abord un principe posé par la loi de 1850 et qui préside dans la plupart des cas aux destinées des colonies, c'est celui de l'amélioration de l'enfant *par la terre*. Il y a là croyons-nous un excellent moyen de régénérescence physique et morale ; la vie au grand air, les travaux des champs, et la saine fatigue qu'ils procurent développeront, mieux que n'importe quels autres travaux, les forces physiques de l'enfant. Au point de vue moral, ils évitent les dangers de la promiscuité et attachent les enfants au sol qu'ils cultivent. Sans doute on pourrait craindre l'inutilité des efforts tentés pour attacher à la campagne les enfants des grandes villes, on redouterait de les voir abandonner la terre pour retourner dans les milieux urbains d'où ils viennent : les faits ont péremptoirement démontré le contraire et la plupart arrivant sans aucun métier s'accommodent assez facilement à la vie agricole.

Nous ne parlons pas de l'éducation professionnelle préconisée par la loi de 1850 qui se donne toujours aux enfants et leur permet de gagner honnêtement leur vie.

Malheureusement, la loi que nous venons de citer n'est pas toujours appliquée dans son intégrité : nous

voulons dire qu'elle a prescrit une *éducation religieuse et morale*, que l'on oublie de donner aux détenus. De nos jours on cherche à détruire toute idée du surnaturel et c'est une mode de tourner en dérision les croyances religieuses dans lesquelles nos pères ont été élevés. Sans discuter la question confessionnelle, nous estimons que la religion est un adjuvant trop précieux pour qu'il soit possible de le négliger. « Qu'on mesure les responsabilités sociales dit M. Henry Joly, et qu'on dise si l'Etat a le droit de rejeter une force morale comme celle du christianisme » (1). D'ailleurs les faits ne donnent-ils pas raison à notre thèse : le conseil municipal de Paris avait cherché, il y a quelques années, à bannir l'enseignement religieux de la colonie de Montesson. Les résultats ne se sont pas fait attendre et quelques mois plus tard l'école de Montesson se voyait forcée de reconnaître le mauvais côté de son système d'éducation et de soumettre bon nombre de ses pupilles au régime répressif des colonies dont on avait trouvé l'aspect « *lugubre et clérical* » (2). On comprendra donc que nous réclamions une place plus grande à la religion et ceci dans l'intérêt même des enfants. Son utilité semble totalement perdue de vue à l'heure actuelle : sans doute la loi de 1850 est toujours en vigueur, on ne peut pas aller contre, mais l'adminis-

1. Henri Joly. *A travers l'Europe*, p. 67.

2. Rapport du Conseil municipal de Paris, 26 mars 1887.

tration méconnaît absolument l'aide précieux qu'elle pourrait en tirer.

La *limitation des effectifs* est aussi une question très importante et les petits établissements sont de beaucoup préférables aux grands monuments que leur population nombreuse fait ressembler à des casernes. La force éducatrice doit consister non dans le règlement mais dans l'action individuelle de chaque gardien ; de là nécessité de restreindre le nombre car l'influence devient nulle lorsqu'un éducateur si bon qu'il soit, se trouve à la tête de trop d'enfants. Les statistiques nous ont montré que le nombre des évasions de jeunes détenus et celui de leurs récidives après leur libération étaient proportionnels à l'agglomération des pupilles et à l'insuffisance de leurs gardiens (1) : le rôle de ces derniers se réduit dès lors à une simple surveillance. Le fait mérite d'autant plus notre attention qu'en Suisse les moyens sont tout autres et les résultats aussi. Les modestes institutions de ce petit pays peuvent fort bien nous servir de modèle car il n'y en a pas à travers toute l'Europe qui préviennent mieux la récidive. Nous ne reproduirons pas les pages intéressantes qu'a consacrées M. Henry Joly

1. A Mettray 1 gardien pour 25, 360 enfants, 12 évasions.
à Saint-Hilaire un gardien pour 35, 402 enfants, 45 évasions.

à l'école du Sonnenberg près de Lucerne (1). Disons seulement que l'effectif est très réduit, 40 à 60 enfants au maximum, ce dernier chiffre étant déjà regardé comme très élevé. Dès que l'effectif dépasse 200, on le subdivise en familles de 12 à 15 enfants, chaque famille a son appartement et son chef qui surveille les uns et les autres et assume une responsabilité de jour et de nuit tandis que des maîtres s'occupent de l'enseignement.

Des essais de ce genre furent tentés en France, principalement à Sainte-Hilaire toutefois, la division ne fut pas aussi accentuée qu'en Suisse et dans la plupart de nos colonies, la construction des locaux s'y oppose.

Et cependant, contrairement aux apparences, la question pécuniaire n'est pas un obstacle, 10 maisons de 50 élèves ne reviennent pas plus cher qu'une de 500. M. Joly l'a démontré dans son livre(2), et à tous ces avantages le petit établissement en joint un dernier, celui d'attirer beaucoup les dons et les legs des particuliers qui s'y intéressent (3).

1. H. Joly. *A la recherche de l'éducation correctionnelle* p. 42.

2. V. H. Joly, *op. cit.*, p. 122.

3. Les recettes du Sonnenberg en 1906 se sont élevées à 8.574 francs dont 2.691 provenant de dons particuliers, 1.234 de cotisations de Lucerne, 2.945 de cotisations du canton et 1.704 de cotisations des cantons voisins.

Un point que nous ne pouvons passer sous silence, est *le choix du personnel administratif*, gardiens et surveillants. Il ne s'agit pas ici du personnel supérieur dont le dévouement est à hauteur de sa mission. C'est le personnel subalterne que nous serions heureux de voir choisi avec un peu plus de discernement. Sans doute l'opinion publique a beaucoup exagéré et nous sommes loin de partager l'avis de ce romancier célèbre qui s'exprimait ainsi : « De l'ancien sous-officier trop obtus pour distribuer des lettres ou contrôler des tickets de chemins de fer, on fait un geôlier en qui s'éveille un bourreau... De quel esprit de justice et de bonté devrait être sans cesse animé l'éducateur ? Un saint, oui, un saint enflammé de charité sublime y suffirait à peine. Il faudrait des saint Vincent de Paul, on n'a que des gardes-chiourmes ».

Ces paroles sont évidemment écrites par une imagination éprise de l'idéal de justice et de bonté, l'état des choses n'est pas aussi alarmant. Les gardiens sont tous de braves gens, sortis en effet du régiment où leur bonne conduite leur a permis de postuler un emploi dans l'administration pénitentiaire. Toute-

Schweizerische Erziehungsanstalt für Katholische Knaben auf dem Sonnenberg Jahresbericht, 1906-1907.

Nous devons ces renseignements à M. H.-G. Fromm dont toute la colonie étrangère de Paris connaît l'amabilité proverbiale.

fois si un ancien sous-officier, bien noté de ses chefs, présente toutes les garanties nécessaires pour faire un excellent gardien de maison d'arrêt, il pourra n'être qu'un mauvais surveillant d'une école de réforme. Ce sont des fonctions bien différentes l'une de l'autre : ici on ne demande que des qualités de discipline et de fermeté, là il faudra un véritable éducateur qui devra se faire aimer, respecter et obéir. A l'heure actuelle, le personnel des surveillants de nos colonies est recruté dans celui des prisons. Une sérieuse réforme doit donc être apportée sur ce point, il importe que ce personnel d'élite soit choisi d'une façon toute particulière, que le gardien de colonie pénitentiaire soit spécialement affecté à ce genre d'établissements et qu'il y fasse toute sa carrière. Il ne faut plus qu'on voie comme aujourd'hui des gardiens de maisons centrales permuter avec des surveillants de colonies d'enfants ; c'est seulement en inspirant confiance que ces derniers pourront acquérir sur les enfants un véritable ascendant moral. Aussi serait-il bon que les surveillants n'aient pas d'uniforme pendant la période de travail, que leurs insignes n'apparaissent que pendant les sorties, en un mot qu'ils se rapprochent plus des enfants. On aurait une sorte de grande famille où il n'y aurait plus ni prisonniers ni gardiens et qui rendrait aux enfants l'illusion de celle qu'ils ont perdue.

Tels sont les différents points sur lesquels nous

croions utiles des réformes dans nos colonies pénitentiaires. Nous n'avons pas voulu traiter au long la question, nous aurions pu parler du régime matériel, de la discipline, des moyens d'émulation qui caractérisent l'école de réforme, mais cela nous eût entraîné trop loin ; nous ne voulions que tracer les traits généraux et nous nous sommes bornés à dire ce que devraient être nos colonies pour devenir des écoles de réforme au sens large du mot et recevoir les détenus de la correction paternelle.

Du nouveau, toujours du nouveau ! telle est la formule générale des critiques. Oui, du nouveau dans les méthodes, dans l'esprit de l'administration. Quant à détruire de fond en comble pour reconstruire, ce n'est pas notre désir. Nous préférons au lieu du bâtiment neuf qu'on pourrait nous promettre mais reculer dans sa construction à une échéance indéterminée, nous préférons utiliser les pièces actuelles que nous trouvons dans l'édifice pénitentiaire et nous en servir le plus possible, en les transformant selon le nécessaire.

C'est dire que nous ne demandons pas la création de nouvelles écoles, plusieurs sont déjà promises par la loi de 1904, mais à quand leur ouverture ? On pourrait simplement avoir recours aux colonies pénitentiaires actuelles, dont on changerait le nom pour ne pas effrayer les populations et sous réserve des modifications énoncées, elles pourraient certaine-

ment exercer sur les mineurs une réelle influence.

Quant aux écoles de réforme, la plupart sont des œuvres privées, très bien organisées pour lutter contre le mal et pour amender les enfants, puisant généralement leur force dans l'application de principes moraux inconnus des maisons de l'Etat et dans le dévouement de maîtres qui consacrent leur vie à l'éducation des jeunes détenus.

Mais, dira-t-on, si les parents mettent leurs enfants dans des maisons de réforme comme ils les mettent dans un collège quelconque, à quoi sert l'ordonnance ? L'objection est spécieuse, il faut considérer que les établissements ne sont pas forcés d'ouvrir leurs portes à des recrues dangereuses. La décision judiciaire reste donc nécessaire pour obliger les établissements spéciaux à recevoir les enfants et elle permet d'employer la force publique pour les y conduire (1).

Quant à la question de savoir si dans toutes ces écoles que nous préconisons, nos sujets devront occuper un quartier spécial conformément au décret de 1869, bien des débats se sont élevés à ce sujet à la Société des Prisons et nous ne voulons pas les reproduire. A notre avis, c'est une mesure qui ne peut qu'être utile, mais nous ne croyons pas le contraire

1. L'ordonnance peut encore servir de moyen de transaction avec la justice ou de menace envers l'enfant rebelle. V. plus haut, 1^{re} partie, chapitre I, § 1.

nuisible. En cas d'internement, les mineurs que nous étudions sont presque aussi vicieux que ceux de l'article 66 et n'ont rien à redouter de leur contact, parfois même leur voisinage sera funeste aux seconds et la séparation nécessaire à leur désavantage. Cependant, si comme nous l'espérons les parents dans l'avenir se décident à sévir plutôt et amènent au président des enfants moins pervers, il serait nécessaire d'établir des quartiers spéciaux pour les recevoir et les régénérer.

Les maisons dont nous avons parlé pendant cette dernière partie sont celles où nous voudrions voir désormais le mineur de la correction paternelle, mais ce séjour ne lui sera profitable qu'à condition d'être d'une durée plus longue que les six mois octroyés parcimonieusement par le Code civil et dont tout le monde reconnaît l'inutilité dans la méthode comme dans les résultats.

CONCLUSION

Nous voici arrivé au terme de notre étude et ceux qui nous auront suivis connaîtront notre pensée sur les droits reconnus au père de famille par la législation actuelle. Peut-être les aurons-nous parfois ennuyés de détails arides ou de controverses fâcheuses mais nous voulions être aussi complet que possible et certains points délicats ne pouvaient être passés sous silence.

Nous avons vu que, parmi les personnes investies du droit de correction, le père jouissait d'un pouvoir presque sans bornes que les tribunaux se voyaient obligés de modérer dans certains cas.

Nous avons parlé des lacunes de notre Code comblées en partie par des lois récentes ou des jurisprudences nouvelles. La soumission que le père devait faire, les garanties de l'enfant, les abus actuels du droit de grâce ont fait successivement l'objet de notre étude. Passant des préliminaires à la détention, nous avons montré l'injustice qu'il y avait à mettre l'enfant en prison, à le soumettre au régime cellulaire, parfois bienfaisant pour les adultes mais à coup

sûr nuisible dans le cas actuel. Il est illusoire de s'imaginer qu'on peut corriger un enfant en six mois et c'est pour cela que nous avons demandé son placement dans une colonie pénitentiaire transformée en une école de réforme, tout en laissant au juge une latitude beaucoup plus grande que ne lui reconnaissent les lois d'aujourd'hui.

Peut-être nous adressera-t-on le reproche de ne pas nous être assez étendu sur cette dernière partie, de n'avoir pas assez décrit l'école de nos rêves, mais nous n'aurions fait que reproduire des débats connus ou des ouvrages spéciaux sur la question, nous avons préféré examiner les faits à un point de vue peut-être plus discutable mais assurément plus personnel. En résumé, *enquête minutieuse et détaillée dans tous les cas, internement illimité*, tels seront nos derniers vœux d'accord avec bien des spécialistes dont les travaux nous auront puissamment aidé (1).

Mais ces réformes urgentes devront être faites par le Parlement qui aura à modifier le Code civil : un acte législatif seul pourra changer la face des choses et régulariser les innovations que certains tribunaux ont pris l'initiative de faire. Une fois ces réformes accomplies restera un autre travail plus important et plus grand, celui de l'opinion publique et de la masse remplie de préjugés à l'égard de nos institutions.

1. MM. Joly, Bonjean, Berthélemy, Brueyre.

Ce n'est pas en quelques années qu'on peut espérer atteindre un pareil but et sous ce rapport le riche comme le pauvre, le père comme l'enfant sont souvent dans une ignorance identique, ce sera une véritable pénétration dans toutes les classes sociales. Nous vivons à une époque presque décadente où le mal triomphe, où les passions populaires sont flattées, où chacun ne cherche qu'à étancher sa soif de plaisirs et de richesses. Les parents délaissent leurs devoirs et relèguent au dernier plan l'éducation de leurs enfants, plus à blâmer qu'à plaindre quand ils racontent ensuite aux magistrats les tristes méfaits de leur progéniture dont ils ont été les complices inconscients. De leur côté ces derniers ne reçoivent plus l'éducation morale qui autrefois pouvait réfréner leurs passions et leur défauts. Qu'y a-t-il dès lors d'étonnant à ce que notre société marche à grands pas vers sa ruine.

Mon intention n'est pas d'accentuer cette triste réalité et je m'en voudrais de quitter le lecteur sans essayer de lui faire partager les espérances qui surgissent au début du vingtième siècle. Si l'armée du vice et de la faiblesse est grande, celle de la vertu et du courage n'est pas moins fortement constituée : en voyant toutes ces énergies et ces bonnes volontés groupées pour le bien de notre Société et pour sa sauvegarde on se sent rempli d'une confiance invincible. Des hommes de toutes les classes se sont

dévoués dans ces dernières années pour l'éducation populaire, consacrant au peuple les loisirs de leurs professions et cherchant à relever des bas fonds où ils se trouvaient, les misérables qu'ils avaient vu comparaître devant eux au prétoire ou qu'ils y avaient défendu contre les rigueurs de la loi. La masse des indifférents suivra-t-elle ces nobles exemples ? Nous l'espérons, quoi qu'il en soit les modèles ne manqueront jamais. Quelques jours avant de trouver la mort glorieuse qui devait couronner son honorable carrière M. Bonjean, le Président Martyr, du fond de sa cellule où les vengeances de la Commune le détenaient comme otage, écrivait à ses fils une dernière lettre dont nous extrayons quelques passages et que nous ne pouvions mieux choisir pour la fin de cette étude. « Que la mort sanglante qui d'un moment à l'autre peut terminer ma laborieuse vie ne soit pas pour vous une cause de découragement. Ne dites pas : à quoi a servi à notre père ce long dévouement à tous ses devoirs ? Que n'a-t-il fait comme tant d'autres qui moins austères, moins rigides ont su se mettre à l'abri du danger et jouissent maintenant d'une heureuse vieillesse. Oh ! non, ne le dites pas, et n'en croyez pas ceux qui vous tiennent un pareil langage car moi qui n'ai jamais trompé personne, moi qui voudrais encore moins tromper mes enfants, dans ce moment solennel, je vous affirme que si misérable que puisse être la fin qui

paraît m'être destinée, je ne voudrais à aucun prix avoir agi autrement que je ne l'ai fait. C'est que le premier bien, mes chers enfants, c'est la paix de la conscience et que ce bien inexprimable ne peut exister que pour celui qui peut se dire : *j'ai fait mon devoir* ».

Vu : le Président de la thèse,
LE POITTEVIN

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer.
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

Académie des sciences morales et politiques. Compte rendu.

Art. de Guillot, avril 1893, p. 129.

Albanel. — Etude statistique sur les enfants traduits en justice 1897, p. 36.

Anizon. — Le droit de garde et de correction 1904.

Archives du tribunal de la Seine, service de la correction paternelle.

Aubry et Rau. — Droit civil, 1873, t. VI, n° 572.

Baudry-Lacantinerie. — Droit civil, 1900, t. II, p. 157.

Berlier de Vauplane. — Cinquantenaire de Mettray, 1892.

Berthélemy. — Rapport présenté au Comité de défense des enfants traduits en justice, 1899, p. 9 et suiv. 20, 27 et suiv.

Bendant. — Droit civil, 1897, t. II, p. 370.

Bonjean. — Enfants révoltés et parents coupables, 1895, pp. 325 et suiv.

Rapports à la Société des prisons, janvier et avril 1895, p. 4 et s.

Brueyre. — Nécessité de reviser la législation d'internement par voie de correction paternelle. Revue pénitentiaire, 1893, p. 454 et suiv.

Camp (du). — Paris, sa vie, ses institutions, 1885, t. III, p. 302.

Colonie agricole de Mettray. Assemblées générales de 1898,
à 1902.

Coppée. — Le coupable.

Daloz. — Répertoire de jurisprudence, t. XXXVIII, p. 563 et
suiv.

— Jurisprudence générale, 1905, 5, p. 18.

Delgorgne. — La correction paternelle et l'école de réforme,
1900.

Demangeot. — Quelques innovations récentes au sujet des
enfants délinquants, 1907, p. 29 et suiv.

Demolombe. — Cours de Code Napoléon, 1870, t. VI, p. 237.

Demante. — Cours de Code civil, 1881, t. IX, p. 143.

L'Enfant. — Revue par Rollet et Teutsch, années 1898, 1908,
1899, p. 172.

Fuzier-Hermann. — Répertoire de droit français, t. XX,
p. 227, 31, t. XXXI, p. 1005.

Fenet. — Travaux préparatoires du Code civil, 1827, t. X,
p. 519 et suiv.

Guillot. — Les prisons de Paris, 1890, p. 766.

Jamin. — Paris, 1903.

Joly (H.). — L'enfance coupable, p. 6 et suiv.

— Le combat contre le crime 1903.

— A travers l'Europe, 1898, p. 62 et suiv.

Journal. Le Droit : 16 août 1858.

Officiel. Annexe au procès-verbal de la séance du 21 janvier
1908, n° 1459.

Les débats. Article Joly, la Bastille démocratique, 22 avril
1898.

Julhiet. — Tribunaux pour enfants, 1907.

Laurent. — Droit civil, 1870, t. IV, p. 373 et suiv.

Locré. — Complément et commentaire des Codes, 1831,
t. VII, p. 23 et suiv.

Maison paternelle de Mettray, par Henry Hallis.

Marcadé et Pont. — Explication théorique et pratique du
Code civil, 1873, t. II, p. 149.

Maison de Saint-Antoine. Rapport en 1901.

Nouvelle Revue : Art. Guillot, 1^{er} juin 1893.

Planiol. — Droit civil, t. I, 1^{re} édition, p. 724 et suiv.

Puybarand. — Les Maisons correctionnelles et la loi de
1850, article de la Revue pénitentiaire en février 1890.

Quet. — En correction, 1906.

Recueil de lois, décrets, règlements pénitentiaires, 1892.

Raux. — Nos jeunes détenus, 1891.

Revue pénitentiaire, années 1890-1908, spécialement 1893,
p. 454, 1894, p. 7 et suiv., 1895, p. 4 et suiv.

Rigaux. — Loi du 12 avril 1906, concernant la minorité,
1907, p. 23 et suiv.

Robin. — L'éducation dans les colonies de jeunes détenus,
1907.

Sirey. — Lois annotées, année 1904, p. 849.

Schwäizerische. — Erziehungsanstalt für Katholische Kna-
ben bei Sonnenberg. Jahresbericht, 1906.

Rivière. — Du système d'isolement comparé au droit com-
mun, art. R. P. en 1892, p. 778.

Statistiques de la justice civile pour 1905, p. 52.

Statistiques pénitentiaires pour 1905 par Grimanelli, p. 172.

Taudière. — Puissance paternelle, 1898, p. 122.

Thiébault. — Les écoles de réforme, 1907, p. 84 et suiv.

Tomel et Rollet. — Les enfants vagabonds, 1891, p. 254.

Vallette. — Droit civil, 1848, état des personnes, t. II,
p. 241.

Vidal. — Cours de droit criminel, 1905.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	7

PREMIÈRE PARTIE

Personnes investies du droit de correction

CHAPITRE I. — Le père.....	32
CHAPITRE II. — La mère et le tuteur.....	57
CHAPITRE III. — Les parents naturels.....	63
CHAPITRE IV. — L'Assistance publique.....	71
APPENDICE. — I. Loi du 15 août 1908.....	74
II. Les étrangers.....	76

SECONDE PARTIE

La détention

CHAPITRE I. — Les préliminaires.....	79
CHAPITRE II. — La détention.....	96

TROISIÈME PARTIE

Critiques et réformes

CHAPITRE I. — Le régime cellulaire.....	109
APPENDICE. — Emploi de la correction.....	111
CHAPITRE II. — Placement familial et scolaire.....	126
CONCLUSION.....	145

